



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN  
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 30 AOÛT 2017  
GEMEENTERAAD VAN 30 AUGUSTUS 2017

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;  
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivia P'Tito, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhroufi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Lazare Mbulu Azanga, Carine Liekendaël, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Gilbert Hildgen, *Secrétaire adjoint/Adjunct-secretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Christian Magérus, Jamal Ikazban, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Khadija El Hajjaji, Mohamed El Abboudi, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Tania Dekens, Khadija Tamditi, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Ouverture de la séance à 19:25  
Opening van de zitting om 19:25

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

30.08.2017/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la Place de la Duchesse -**  
**Report du 21/06/2017.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation citoyenne jointe en annexe.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie betreffende het Hertogin van**  
**Brabantplein - Uitstel van 21/06/2017.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de burgerinterpellatie in bijlage.

De Raad neemt kennis.

LE CONSEIL,

Vu l'article 91 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le nouveau règlement d'ordre intérieur du Conseil communal dont le texte suit :

## **ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOLENBEEK-SAINT-**

### **REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU CONSEIL COMMUN**

#### **Section 1. –Convocation et Ordre du Jour du Conseil Communal**

##### **Article 1 :**

Le conseil communal se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans s moins 10 fois par an.

Il est convoqué par son président(1), par le président suppléant en cas d'absence du prés présidé par le bourgmestre, par le collège des bourgmestre et échevins.

S'il a été fait usage de la faculté prévue à l'art. 8bis, par. 1<sup>er</sup> de la NLC (*élection d'un pr président suppléant*), le président du conseil dresse l'ordre du jour de la réunion. Il y fait les points communiqués par le collège, ainsi que les questions orales (interpellations) de interpellations des habitants régulièrement introduites.

Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le président (le collège), est tenu de jour et heure indiqués.

L'ordre du jour sera dressé par le président ( le collège). Le(s) point(s) proposé(s) par le demandeurs seront les seuls repris à l'ordre du jour.

Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier, par porteur à domicile, par tél courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'art. 3, par. 3 du prés (*deuxième et troisième convocations*).

##### **Article 2 :**

L'ordre du jour de la séance publique comprend dans l'ordre :

- 1) La présentation des points éventuels introduits en urgence ;
- 2) Interpellations des habitants (3 au maximum par séance) ;
- 3) Les communications utiles ;
- 4) Les questions d'actualités ; Cnf. Section 5 du présent règlement

- 5) Les points concernant les affaires de la commune;
- 6) Les ~~interpellations orales~~ points introduits par des conseillers.

Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté.

Dès l'envoi de l'ordre du jour, les pièces se rapportant à chacun des points sont mises à la disposition des membres du conseil communal. Elles sont consultables au secrétariat communal, tous les jours, aux heures de bureau. Elles ne peuvent être déplacées.

(1) Dans la suite de ce règlement, afin d'alléger le texte, le terme « président » devra être compris comme « le président ou son suppléant en cas d'absence ou s'il n'a pas été fait mention à l'art. 8bis, par. 1<sup>er</sup> de la NLC, le bourgmestre ou son remplaçant ». Dans ce cas, la responsabilité revient au collège des bourgmestre et échevins plutôt qu'au seul bourgmestre, mentionnés entre parenthèses.

Dès l'envoi de l'ordre du jour, les pièces se rapportant à chacun des points sont mises à la disposition des membres du conseil communal. Elles sont consultables au secrétariat communal, tous les jours, aux heures de bureau. Elles ne peuvent être déplacées.

Le secrétariat communal organise aussi, dans les 3 jours avant chaque conseil, une consultation se rapportant aux points de l'ordre du jour, entre 17 heures et 19 heures 30. Cette consultation est exclusivement sur rendez-vous à prendre auprès du secrétaire communal ou de son remplaçant.

Au plus tard sept jours francs avant la séance au cours de laquelle le conseil communal délibère sur le budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège communal remet à la disposition des membres du conseil communal un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes.

Le secrétaire communal ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux conseillers des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier.

Le lieu, jour, heure et l'ordre du jour des séances du conseil communal sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage à la maison communale et par leur mise en ligne sur le site internet de la commune, dans les mêmes délais que ceux, relatifs à la convocation du conseil communal.

La presse et les habitants intéressés de la commune sont, à leur demande et dans un délai raisonnable, informés de l'ordre du jour du conseil communal, moyennant éventuellement paiement d'une redevance qui ne peut excéder le prix de revient s'il n'est pas fait usage d'un envoi par mail ou par télécopie. Ceci ne s'applique pas pour des points qui sont ajoutés à l'ordre du jour après l'envoi de la convocation.

### **Article 3 :**

Par. 1er. - Avant d'entrer en réunion, les membres du conseil communal signent une liste sur un registre ad hoc.

Les noms des signataires de cette liste sont mentionnés au procès-verbal de la séance.

Il est établis 5 catégories :

- Présent
- Entré en cours de séance
- Quitté la séance
- Excusé
- Absent

Par. 2. - Le président du conseil préside la réunion du conseil.

Celui qui préside ouvre et clôt la séance.

S'il n'y a pas de président du conseil élu en application de l'article 8bis de la NLC pour le cours, la réunion du conseil est présidée par le bourgmestre ou celui qui le remplace.

Par. 3. - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction

Cependant si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre complet après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par le présent règlement, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième fois que la convocation a lieu; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premiers objets de l'ordre du jour.

Par. 4. - Aux jour et heure fixés pour la réunion et dès que les membres du conseil sont présents en nombre suffisant pour délibérer valablement, le président déclare la séance ouverte.

Si un quart d'heure après l'heure fixée, le quorum requis pour délibérer valablement n'est pas atteint, le président le fait constater. Le conseil sera convoqué à une nouvelle séance par le président.

Le secrétaire mentionne ce fait sur la liste de présence.

#### **Article 4 :**

Il ne sera pas donné lecture du procès-verbal de la précédente séance, à l'ouverture de la séance.

Dans tous les cas, le procès-verbal est mis à la disposition des conseillers sept jours francs avant le jour de la séance. Dans les cas d'urgence visés à l'art. 2 du présent règlement, il est mis à la disposition des conseillers au même temps que l'ordre du jour.

Tout membre a le droit, pendant la séance, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal. Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter séance tenante ou à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil.

Si la séance s'écoule sans observations, le procès-verbal est considéré comme adopté et signé par le président de la séance et le secrétaire.

Chaque fois que le conseil le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante et signé par le président de la séance et le secrétaire.

Une fois adopté et signé par le président de la séance et le secrétaire, le procès-verbal est mis en ligne sur le site internet de la commune.

Par dérogation au sixième alinéa, les points du procès-verbal qui ont été abordés à huis clos en vertu des articles 93 et 94 de la NLC ne sont pas mis en ligne sur le site internet de la commune.

## **Section 2. – Interdictions de siéger**

### **Article 5:**

Il est interdit à tout membre du conseil et au bourgmestre:

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnel ou comme chargé d'affaires, avant ou après son élection, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au premier degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct.

Cette prohibition ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré, lors de la présentation des candidats, de nominations aux emplois, et de poursuites disciplinaires;

2° de prendre part directement ou indirectement dans aucun service, perception de droit, adjudication quelconque pour la commune;

3° d'intervenir comme avocat, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre la commune, en la même qualité, plaider, aviser ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque pour la commune, si ce n'est gratuitement;

4° d'assister à l'examen des comptes des administrations publiques subordonnées à la commune, si ce n'est en sa qualité de membre ;

5° d'intervenir comme conseil d'un membre du personnel en matière disciplinaire ou d'évaluation;

6° d'intervenir comme délégué ou technicien d'une organisation syndicale dans un comité de concertation de la commune.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aussi aux secrétaires.

## **Section 3. – Publicité des séances**

### **Article 6 :**

Les séances du conseil communal sont publiques.

Sous réserve de l'article 96 de la NLC, le conseil communal, statuant à la majorité des deux tiers des membres présents peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves de la publicité, décider que la séance ne sera pas publique.

La séance du conseil communal n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de perso

Dès qu'une question de ce genre est soulevée, le président de séance prononce immédia

Sauf en matière disciplinaire, la séance à huis clos ne peut avoir lieu qu'après la séance

S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en s  
séance publique peut être interrompue, à cette seule fin.

#### **Section 4. – Tenue des séances**

##### **Article 7 :**

La discussion des affaires soumises au conseil a lieu dans l'ordre de leur inscription à l'c  
dans l'article 2, à moins, que le conseil n'en décide autrement à la majorité des voix.

Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d  
moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents; leurs noms se  
procès-verbal.

Les propositions ne figurant pas à l'ordre du jour, et dont le conseil a admis l'urgence à  
tiers des membres présents, sont discutées après toutes autres, à moins que le conseil n'e

Si l'urgence n'est pas réclamée ou n'est pas admise, il est donné acte du dépôt de la pro  
pourra être discutée qu'à la séance suivante.

##### **Article 8 :**

Le président de séance a la police de l'assemblée.

Les membres du conseil ne prennent la parole qu'après l'avoir demandée et obtenue du  
accordée dans l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon le tablea  
membres du conseil.

Le président ne peut déroger à cet ordre des demandes que pour accorder la parole alter  
contre les propositions en discussion.

Un enregistrement audio nécessaire à la rédaction du compte-rendu sténographique pou  
services administratifs communaux sera réalisé lors de chaque séance du conseil.

##### **Article 9 :**

Chaque conseiller peut s'inscrire pour une question ou un commentaire à l'annonce du j  
jour. La parole sera donnée à chacun suivant l'ordre d'inscription.

Pour les séances publiques, une traduction simultanée est mise à disposition.

Nulle intervention ne peut durer plus de cinq minutes.

La réponse sera donnée par la personne déléguée par le collège des bourgmestre et éche

conseiller s'étant inscrit aura présenté son argumentation.

Seul le conseiller s'étant inscrit à l'énoncé du point bénéficie d'un droit de réplique limité. Cette réplique sera un commentaire qui n'appellera pas de réponse. Le vote interviendra après les répliques.

Si un conseiller est nommé lors d'une question ou d'une réponse, il aura le droit de répliquer sur l'objet pour lequel il a été cité. Son droit de réplique est régi par l'alinéa 3 du présent règlement. Nul ne parle plus de deux fois sur le même objet à moins que le président n'en décide autrement.

Personne ne peut être interrompu pendant qu'il parle, sauf pour un renvoi au règlement de l'ordre.

Le Président veille à ce qu'aucun conseiller n'use de son droit de façon abusive, démesurée ou qui paralyse l'administration communale ou le Conseil Communal.

Le membre du collège désigné pour répondre bénéficie du temps nécessaire de 5 minutes pour répondre à l'ensemble des questions posées. Il veillera néanmoins à être le plus concis et bref possible. Le Président de séance pourra apprécier une prolongation du délai en fonction du nombre de questions.

#### **Article 10 :**

Lorsqu'un membre du conseil à qui la parole a été accordée s'écarte du sujet, le président le rappelle à l'ordre ; si, après un premier avertissement le membre continue à s'écarter du sujet, le président retire la parole.

Tout membre qui, contre la décision du président, s'efforce de conserver la parole est considéré comme troublant l'ordre.

Ceci vaut également pour ceux qui prennent la parole sans l'avoir demandée et obtenue.

Le membre qui a la parole ne peut s'adresser qu'au conseil.

Tout membre perturbateur est rappelé à l'ordre par le président.

Tout membre qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le président décide si la parole est maintenue ou retirée.

Toute parole injurieuse, toute assertion blessante, toute allusion personnelle, tout propos contraire aux droits et libertés reconnus par la Constitution et la Convention Européenne de sauvegarde de l'homme et des libertés fondamentales sont considérés comme troublant l'ordre.

Dans ce cas, le procès-verbal mentionne le retrait de parole et le motif de ce retrait.

#### **Article 11 :**

Lorsque la réunion devient tumultueuse de telle sorte que le déroulement normal de la séance est compromis, le président avertit que, en cas de persistance du tumulte, il suspendra ou mettra fin à la séance.

Si le tumulte persiste néanmoins, il suspend ou clôt la réunion, et en ce cas, les membres du conseil ne peuvent plus intervenir.

quitter immédiatement la salle.

Le procès-verbal mentionne cette suspension ou cette clôture.

#### **Article 12 :**

La clôture de la discussion peut également être demandée par un tiers des membres. Ce mise aux voix par le Président. Les chefs de groupe uniquement ont un temps de parole pour argumenter sur la demande.

#### **Article 13 :**

Toute communication est interdite pendant la séance, entre le public et les membres du c

#### **Article 14:**

Pendant la durée de la séance, le public se tient silencieux.

Le président peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou excite quelque manière que ce soit.

Le président peut, en outre, dresser procès-verbal sur le champ à charge du contrevenant devant le tribunal de police qui pourra le condamner à une amende d'un à quinze francs emprisonnement d'un à trois jours, sans préjudice d'autres poursuites, si le fait y donne l

**Section 5.- Questions d'Actualité** (Questions orales portant exclusivement sur des sujets communaux ayant fait l'objet d'un événement survenu dans le délai des 5 jours francs)

#### **Article 15 :**

Les questions orales portent exclusivement sur des sujets d'intérêt communal ayant fait l'événement survenu dans le délai des 5 jours francs.

Les sujets doivent impérativement être en relation directe avec les affaires de compétence l'exclusion de tout autre.

Les questions devront être remises le jour du conseil communal avant 10 heures au secrétaire est chargé de les transmettre aussitôt au collège des bourgmestre et échevins.

L'ordre des questions portées à l'ordre du jour est établi suivant la date et l'heure de dépôt communal.

Un groupe comportant de 1 à 5 conseillers peut introduire 1 question d'actualité par conseil communal. Un groupe comportant plus de 5 conseillers peut en introduire 3 au plus par conseil communal.

Si le sujet général est déjà à l'ordre du jour, aucune question d'actualité le concernant ne peut être introduite.

#### **Article 16 :**

C'est le président du conseil qui jugera de la pertinence communale de la question et le en informera le conseiller concerné avant la séance.

Le conseiller justifiera les raisons de l'introduction de sa question au président et celui-ci maintien du rejet de la question.

Le temps total destiné aux questions d'actualité est de 15 minutes. Le président peut décider un délai si la nécessité se présente.

#### **Article 17 :**

Les questions ne feront pas l'objet d'un débat. Seul le conseiller ayant introduit la question présenter sa question et à utiliser son droit de réplique unique.

Si plusieurs conseillers ont introduit une question sur le même sujet, elles seront jointes.

Le conseiller bénéficie de deux minutes pour présenter sa question, **la** personne désignée bourgmestre et échevins bénéficie de deux minutes pour la réponse. Le conseiller à une l'échange.

#### **Article 18 :**

Si pour des raisons de confidentialité, la réponse ne peut être donnée en séance publique donnée au début de la séance à huis-clos qui suit cette même séance publique.

### **Section 5. – Questions orales (Propositions) et Motions**

#### **Article 19 :**

Toute motion, proposition ou questions orales étrangères à l'ordre du jour doit être remis président du conseil au moins cinq jours francs avant l'assemblée. Elles doivent être accompagnées d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du conseil de faire usage de cette faculté.

La motion, la proposition ou la question orale doit avoir un lien avec les matières de compétence (responsabilité, conséquence) communales ou tout autre objet qui lui est soumis par l'article 117 NLC

L'intervention ne peut avoir pour but d'interroger les membres du collège sur leurs intentions, l'exécution d'études ou de recherches onéreuses, l'établissement de fichiers de données sensibles ou l'organisation d'enquêtes importantes.

Le président assisté du secrétaire communal, transmet sans délai les points complémentaires au jour aux membres du conseil.

L'interpellant dispose d'un temps de parole limité à cinq minutes.

Le membre du collège désigné pour répondre bénéficie du même temps de parole pour l'ensemble des questions posées. Le président de séance pourra apprécier une prolongation de la fonction du nombre de questions posées.

Si plusieurs interventions sont jointes, seuls les interpellants bénéficient des mêmes droits.

Les autres membres qui désirent prendre la parole sur l'objet de l'intervention, disposent avant que la réponse ne soit donnée.

Seul l'interpellant principal peut intervenir après la réponse, il dispose d'un temps limité de 5 minutes. Le 6<sup>ème</sup> alinéa est d'application.

Sauf élément nouveau, nul ne peut interpellier sur le même objet avant trois mois.

Le temps dévolu aux motions, propositions et questions ne peut dépasser la durée d'une séance communale. Les motions, propositions et questions qui, pendant cette durée, n'ont pu faire l'objet d'une réponse, seront reportées à la prochaine séance. En cas d'absence non excusée, à l'appel du conseil, le conseiller verra son interpellation supprimée de l'ordre du jour sans report vers la séance suivante.

Sont irrecevables:

1°) Les questions relatives à des cas d'intérêt en faveur d'un particulier ou à un cas particulier;

2°) Les questions qui constituent exclusivement des demandes de documentation ou des questions purement statistiques;

3°) Les questions qui ont pour objet de recueillir des consultations d'ordre juridique;

4°) Les questions ayant une connotation discriminatoire, haineuse ou violente à l'égard d'une communauté ou de leurs membres, en raison de la langue, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la couleur, de l'ascendance, de l'origine, de la conviction philosophique ou religieuse ou de celle-ci ou ceux-ci;

## **Section 6. - Votes**

### **Article 20 :**

Avant chaque vote, le Président circonscrit l'objet sur lequel l'assemblée aura à se prononcer. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage, la proposition est rejetée.

Dans les questions complexes, la division du vote doit être accordée lorsqu'elle est demandée.

Les amendements sont mis au vote avant la question principale et les sous-amendements avant les amendements.

Le conseil communal vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels.

Chacun de ses membres peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne dans les comptes annuels.

Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, postes ainsi désignés, et il porte sur les articles ou postes dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé, et sur les articles qui ont déjà été adoptés par vote séparé.

Le vote concernant l'adoption d'une motion se fait à la majorité simple des voix.:-

**Article 21** :

Les membres du conseil votent à main levée.

Cinq membres présents peuvent demander le vote à haute voix. Il se fait par oui, non ou

Les membres qui s'abstiennent peuvent faire connaître les raisons de leur abstention.  
A leur demande, ces raisons sont actées au procès-verbal.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un vote secret, à la majorité requise des suffrages.

Le président, vote en dernier lieu lors d'un scrutin à bulletin secret.

Le résultat des votes est rendu public par le président.

**Article 22** :

Lors d'un scrutin secret les membres du conseil expriment leur vote à l'intérieur d'un iso-

Les iso-loirs sont équipés de stylos identiques.

Après avoir exprimé leur vote ils déposeront leurs bulletins de vote dans une urne prévue

Avant le début du scrutin les deux plus jeunes conseillers constatent que l'urne destinée à recevoir les bulletins de vote est vide et ferment ensuite l'urne à clef. Les clefs sont remises au président.

Les votes sont recensés par le président ou son délégué ou les deux plus jeunes conseillers.

Tout membre du conseil est autorisé à vérifier la régularité du dépouillement.

Pendant la procédure de vote, les conseillers sont tenus de rester à leur place pour pouvoir voter et de ne pas se déplacer. Ils ne peuvent pas rejoindre après avoir voté.

**Article 23** :

Avant de procéder au dépouillement, les bulletins de vote sont comptés.

Si le nombre de bulletins de vote ne coïncide pas avec le nombre de membres du conseil lors d'un scrutin, les bulletins de vote sont annulés et les membres du conseil sont invités à voter à nouveau.

**Article 24** :

Si lors d'une nomination ou lors d'une présentation de candidats, la majorité requise n'est pas atteinte au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de présentations à pourvoir.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité (nombre de voix obtenues) des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

## **Section 7. – Commissions**

### **Article 25:**

Le conseil communal peut créer, en son sein, une commission temporaire ayant pour mission de recueillir des avis et formuler des recommandations à l'attention du conseil communal dans la matière chargée. Article 120 NLC

Les mandats de membre de la commission temporaire sont répartis entre les partis représentés au conseil communal de la façon suivante :

Les partis représentés par moins de 5 conseillers ont chacun 1 membre, les partis représentés par plus de 5 conseillers et au plus 10 conseillers ont chacun 2 membres, les partis représentés par plus de 10 conseillers ont chacun 3 membres.

Si la commission par cette répartition comprend moins de 13 membres, le nombre de membres est augmenté de 1 membre en commençant par le parti le plus important, ensuite le deuxième important et ainsi de suite, parti après parti, jusqu'à ce que le nombre de 13 membres soit atteint.

La commission peut toujours entendre des experts et des personnes intéressées.

La commission adopte son propre règlement d'ordre intérieur.

Par dérogation, la commission peut déterminer son mode de convocation et d'attribution de voix. C'est le membre le plus âgé qui est désigné pour assumer la fonction de président jusqu'à la fin de la session. Les membres en expriment la volonté, du nouveau président à la majorité simple des voix.

La compétence de la commission, son objet et sa durée sont décidés par le conseil communal.

## **Section 8. – Sections Réunies**

### **Article 26 :**

Le conseil communal se réunit en sections réunies (réunions concernant des explications de vote sur des matières communales généralement mises à l'ordre du jour du prochain conseil communal précédents le conseil communal).

Ces réunions se tiennent à huis-clos.

Leur nombre est égal au nombre de conseils communaux.

Elle est convoquée par le président (le collègue).

Le président (le collège) dresse l'ordre du jour de la réunion.

Le président ouvre et clos la séance.

Le président délègue la direction de la réunion au bourgmestre ou à l'échevin compétent suivant l'ordre du jour.

**Article 27 :**

Les conseillers signent le livre des présences à l'entrée de la salle où se tient la réunion.

Le règlement d'ordre intérieur du conseil communal est d'application.

**Article 28 :**

C'est à l'occasion de la section réunie que les conseillers peuvent s'informer sur les éléments différents points à l'ordre du jour du prochain conseil communal.

Les sections réunies peuvent toujours entendre des experts pour améliorer la clarté des c

**Article 29 :**

A la demande du Collège des bourgmestre et échevins, l'ordre du jour peut-être complété par la présentation d'un sujet particulier.

Une séance supplémentaire des sections réunies peut-être également convoquée pour répondre à la demande du collège.

**Article 30 :**

Une motion mise à l'ordre du jour du prochain conseil communal par un conseiller sera discutée en sections réunies afin d'éclairer les conseillers sur les raisons et motifs de cette introduction. Elle sera automatiquement retirée de l'ordre du jour si cette présentation n'a pas eu lieu. Ceci sera décidé par un vote à l'entame du conseil.

**Section 8. – Jetons de présence**

**Article 31 :**

Les conseillers communaux ne reçoivent aucun traitement.

Tous les membres, à l'exception du bourgmestre et des échevins, reçoivent un jeton de présence pour chaque séance du conseil à laquelle ils ont assisté, ainsi que pour chaque séance de commission ou de sections réunies à laquelle ils ont été présents en qualité de membre de celle-ci.

Au président du conseil communal ou à celui qui le remplace, à l'exclusion du bourgmestre et de l'échevin remplaçant, il est alloué un double jeton de présence pour chaque réunion du conseil communal.

Le montant des jetons de présence est fixé par le conseil communal.

## **Section 9. – Bulletin communal**

### **Article 32 :**

En dehors du procès-verbal, il est publié un bulletin communal donnant le compte-rendu des séances du conseil communal.

### **Article 33 :**

Tout texte lu, en cours de séance, sera remis au président.

L'insertion de la question orale dans le bulletin communal sera précédée de la mention « X... énonce la question qui suit ».

### **Article 34 :**

Le compte-rendu intégral des séances du conseil communal sera remis aux membres du conseil communal trente jours.

Le compte rendu ainsi que les questions écrites et leurs réponses seront publiés in-extenso de la commune.

Le conseiller souhaitant voir sa question orale ou écrite publiée en français et en néerlandais de la commune, fournira la traduction de sa question. La réponse sera alors égale en les deux langues.

## **Section 10. Droit de regard des conseillers communaux**

### **Article 35:**

Les dossiers et pièces concernant l'administration de la commune sont accessibles, moyennant un accès raisonnable, durant les heures de bureau, au cabinet du secrétaire communal.

Sont soustraits à l'examen des membres du conseil communal les supports d'information de missions de pur intérêt supra communal, d'une part, et ceux qui concernent des missions communales ou mixtes, d'autre part, lorsque la pièce qu'ils entendent examiner constitue un dossier en cours d'instruction par le collège des bourgmestre et échevins à l'exception de ceux qui y sont consignés. En outre les conseillers communaux sont en droit de consulter les dossiers par le collège concernant les permis de bâtir à l'instruction ou déjà délivrés.

Les membres du conseil communal ont le droit d'obtenir auprès du secrétaire communal les pièces concernant l'administration de la commune.

Les copies demandées, selon l'inventaire dressé par le requérant, seront tenues à sa disposition dans les trois jours ouvrables de la demande.

### **Article 36 :**

Les membres du conseil ont le droit de visiter les établissements et services communaux

une personne désignée par le collège des bourgmestre et échevins ; durant la visite de l' membre du conseil communal est tenu à un devoir de stricte neutralité et de réserve.

Cette visite aura lieu au plus tard dans les 30 jours francs de la demande aux jours et heures de la séance du collège.

Si la visite est demandée pour constater une situation particulière pouvant évoluer rapidement (inondations, danger), elle devra se faire dans un délai inférieur à 5 jours ouvrables.

Communication de la date et de l'heure de la visite sera faite aux conseillers en leur dossier et se joindra à la visite.

### **Article 37 :**

Le collège des bourgmestre et échevins répond dans les plus brefs délais et au plus tard aux questions écrites posées par les membres du conseil communal.

Cette réponse sera fournie soit par écrit, soit oralement à la plus prochaine séance du conseil communal.

## **Section 11. – Mandats dans les organismes publics**

### **Article 38 :**

Les candidatures aux mandats dans les organismes publics, associations ou sociétés seront déposées par écrit auprès du collège des bourgmestre et échevins, au plus tard 48 heures avant la séance du conseil communal où ces mandats seront mis à l'ordre du jour.

Si l'organisme public, l'association ou la société, par ses statuts ou par loi organique, décide d'appliquer pour le dépôt des listes de candidats et le mode d'élection, l'alinéa 1 n'est pas applicable à chaque conseiller communal en sera informé par écrit.

Chaque mandataire principal d'une intercommunale fera annuellement rapport au conseil communal. Il pourra se faire accompagner d'un expert de la matière s'il le souhaite. Lors du plus prochain conseil un résumé de la présentation sera remis au conseil communal.

Seuls les chefs de groupe pourront commenter le rapport. Un temps de parole de 3 minutes. Les commentaires se limiteront à la matière présentée.

## **Section 12. – Publicité des décisions**

### **Article 39 :**

Il ne pourra être refusé à aucun des habitants de la commune, communication, sans délai, des délibérations du conseil communal.

Les résolutions prises à huis clos seront tenues secrètes pendant 12 ans.

Le conseil pourra statuer sur une demande de la levée du secret avant ce terme si la demande est présentée avant l'expiration de ce terme.

## **Section 13. – Interpellation par les habitants**

### **Article 40 :**

A l'ouverture de la séance du conseil communal, un temps d'interpellation d'une durée de 45 minutes à l'attention des membres du collège des bourgmestre et échevins est réservé à la commune.

### **Article 41 :**

La demande d'interpellation devra être relative à un sujet d'intérêt communal, ne pas revêtir exclusivement un caractère particulier et être rédigée en français ou en néerlandais.

Elle devra être signée par au moins 20 personnes âgées de 16 ans au moins, domiciliées dans la commune.

Elle devra mentionner le nom de l'habitant qui interpellera le collège.

Les demandes d'interpellation sont communiquées aux membres du conseil avant chaque séance.

### **Article 42 :**

Est irrecevable, l'interpellation relative à une matière qui relève des séances à huis clos, à l'ordre du jour du conseil, qui a déjà fait l'objet d'une interpellation au cours des dernières séances, ou qui ne respecte pas les prescriptions légales relatives au respect des personnes.

### **Article 43 :**

Pour être prise en considération, elle devra être remise au secrétaire communal au plus tard sept jours avant la date de la réunion du conseil communal. Tous les modes écrits d'introduction sont admis.

Dans la demande d'interpellation, qui doit être adressée au collège des bourgmestre et échevins, doivent être repris les noms et adresse des interpellants, leurs signatures et un bref exposé du sujet.

### **Article 44 :**

Au cours d'une même séance, il n'est autorisé que trois interpellations maximum.

Chaque interpellation se limitera à 15 minutes globales de temps question/réponse.

Le président (le collège) met l'interpellation à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil communal dans l'ordre chronologique de réception des demandes.

Elles sont soumises dans cet ordre à la séance. Toutefois lorsque l'urgence l'impose, il peut y avoir une dérogation à ce principe. Les membres du conseil se prononcent à la majorité simple sur la question de l'urgence.

L'exposé de l'interpellation a lieu en début de séance et est fait par l'habitant désigné à cet effet.

Les chefs de groupe ont alors un temps de parole de 3 minutes pour argumenter sur l'interpellation.

Le bourgmestre ou le membre du collège ayant le sujet dans ses attributions répond à l'interpellation.

tenante après les chefs de groupe.

L'habitant ayant fait l'interpellation bénéficie d'un droit de réplique de 3 minutes, après considéré comme clos.

### **Section 13. – Dispositions générales**

#### **Article 45 :**

Il est interdit de fumer et de manger lors des séances du conseil communal, des commissions réunies.

#### **Article 46 :**

Lors des réunions du conseil, il ne peut être fait usage d'appareils enregistreurs de sons sans autorisation préalable du président.

### **Section 14. Dispositions finales**

#### **Article 47 :**

Les dispositions antérieures relatives au règlement d'ordre intérieur du conseil communal et d'interpellation des habitants au conseil communal sont abrogées.

Il sera fait référence à la Nouvelle Loi communale pour tout ce qui n'est pas expressément prévu dans le présent règlement.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie  
Gemeentelijk secretariaat - Reglement van inwendige orde van de gemeenteraad -  
Wijziging.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 91 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het nieuwe reglement van orde van de Gemeenteraad goed te keuren, waarvan de inhoud volgt:

**(de vertaling volgt)**

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'article 67 § 1<sup>er</sup> du Décret du 24 juillet 1997 précité dispose que :

*« Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.*

*Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :*

*1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs;*

*2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;*

*3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;*

*4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.*

*Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.*

*Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.*

*Dans l'enseignement fondamental, le projet d'établissement établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre l'élève, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire et le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical. [...] » ;*

Vu la circulaire n°5796 du 30 juin 2016 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2016-2017 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que *« dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son projet éducatif et son projet pédagogique. Chaque école élabore quant à elle son projet d'établissement » ;*

Considérant que ce nouveau projet est l'aboutissement d'une démarche participative impliquant les différents intervenants de l'école ;

Considérant que le nouveau projet d'établissement a été soumis à l'approbation du Conseil de participation de l'Ecole n°6 en sa séance du 22 mai 2017;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le nouveau projet d'établissement de l'Ecole fondamentale francophone n°6 – La Nouvelle Vague.

Article 2 :

De joindre un exemplaire de ce projet à la présente.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd  
Franstalig onderwijs - Goedkeuring van de schoolprojecten nr. 6.**

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*Hassan Rahali entre en séance / treedt in zitting.*

---

30.08.2017/A/0004 **Prévention et Vie Sociale**

**Prévention - Convention avec l'asbl Transit - Année 2017.**

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre du Plan stratégique de Sécurité et de Prévention 2014-2017, conclu entre la commune et l'Etat fédéral, l'asbl Transit a pour mission :

- D'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;
- D'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7
- D'être un centre d'accueil et d'orientation
- De proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;
- D'accompagner les usagers de drogues dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration

Considérant le montant de 14.808,66 € alloué par l'état fédéral à l'asbl Transit via la Plan stratégique ;

Considérant le montant inscrit au budget ordinaire à l'article 3000/332-02

Considérant la convention jointe en annexe entre la commune et l'asbl Transit ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver la convention 2017 entre la commune et l'asbl Transit

Article 2

D'approuver l'octroi d'un subside de 14.808,66 euros à l'asbl Transit pour l'année 2017

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Preventie en Sociale Leven**

## **Preventie - Overeenkomst met de vzw Transit - Jaar 2017.**

DE RAAD,

Overwegende in het kader van de strategische veiligheids-en preventieplan 2014-2017, afgesloten tussen de gemeente en de Federale Staat, vervult de v.z.w. Transit de volgende opdracht :

- Functionneren als opvang-en crisicentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk ;
- Een laadrempeelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24 ;
- Een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn;
- Sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;
- Druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie

Overwegende het bedrag van € 14.808,66 toedewijzd door de Federal Staat aan de v.z.w Transit via het strategische plan

Overwegende het bedrag ingeschreven in het gewone budget 2017 op artikel 3000/332-02

Overwegende de overeenkomst tussen de gemeente en de v.z.w. Transit in bijlage ;

BESLIST :

Artikel 1

De overeenkomst 2017 tussen de gemeente et de v.z.w. transit goed te keuren

Artikel 2

De toekening van een toelage van € 14.808,66 voor 2017 aan v.z.w. Transit goed te keuren

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

30.08.2017/A/0005 **Département Services généraux et Démographie**  
**Affaires juridiques - Stade Edmond Machtens - Entretien de la pelouse du terrain A du stade Edmond Machtens - Intervention financière de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 123, 2° à 5° de la Nouvelle Loi communale;

Vu la délibération du Conseil communal du 3 mai 2016 relative aux conventions d'occupation des installations du Stade Edmond Machtens par le Royal White Star Bruxelles asbl (RWSB) et le Racing White Daring de Molenbeek asbl (RWDM);

Vu les articles 4, 13 et 18 des conventions susdites conclues entre les autorités communales de Molenbeek-Saint-Jean, le Royal White Star Bruxelles asbl et le Racing

White Daring de Molenbeek asbl;

Vu l'avenant annexé à la convention d'occupation des installations du Stade Edmond Machtens par le Royal White Star Bruxelles asbl, modifiant partiellement la convention susdite;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean s'est engagée, en respect des contrats susmentionnés, dans les limites de ses contraintes légales, réglementaires, budgétaires et administratives, à soutenir l'activité sportive des deux clubs occupant le stade Edmond Machtens et à examiner avec diligence et attention toute demande ou sollicitation de nature à améliorer le partenariat entre les parties, la pérennité des activités de leurs écoles des jeunes et la bonne entente entre les différents occupants;

Considérant que la Commune s'est engagée à veiller, dans les limites de ses contraintes légales, réglementaires, budgétaires et administratives, à faire ses meilleurs efforts pour trouver, en concertation avec les occupants, une solution à la problématique de l'entretien du terrain A ;

Considérant que la Commune, en vertu de l'article 4.4 de l'avenant aux conventions susmentionnées, s'est engagée à mettre uniquement du personnel communal à disposition pour la préparation et l'entretien de la pelouse du terrain A ; que depuis la signature de la convention, la commune n'a pas été en mesure de mettre à disposition ledit personnel de manière à réaliser l'entretien dudit terrain A de manière régulière et efficace;

Considérant que suite à une concertation intervenue au sujet de l'entretien du terrain A en date du 17 octobre 2016, un accord quant à l'intervention d'une société extérieure habilitée à la mission d'entretien de la pelouse du terrain A est intervenu entre toutes les parties, à charge pour la commune d'en rembourser les frais à l'occupant diligent, dans l'esprit des conventions conclues entre les parties; que l'ensemble de ces travaux s'est fait au profit de l'ensemble des occupants du Stade Edmond Machtens et couvrent les interventions nécessaires à l'entretien de la pelouse entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 1<sup>er</sup> juin 2017 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

De prendre en charge le montant de l'intervention effectuée par le Racing White Daring de Molenbeek asbl sur le terrain A du stade Edmond Machtens, à concurrence de la somme de 15.255,00 EUR TVAC ;

Article 2 :

De réserver un montant de 15.255,00 EUR TVAC à l'article 7640/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Article 3 :

De verser la somme de 15.255,00 EUR TVAC sur le compte du Racing White Daring de Molenbeek asbl BE22 0689 0600 1447 sous la communication « Entretien pelouse A Stade Machtens – janvier à juin 2017 »

Copie de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (PRD-2017-003).

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Juridische Zaken - Stadium Edmons Machtens - Onderhoud van het grasperk op terrein A van het Edmond Machtensstadium - Financiële tussenkomst van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek.**

DE RAAD,

Gelet op de artikels 117 en 123, 2° tot 5° van het Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 3 mei 2016 betreffende de gebruiksovereenkomsten van de installaties van het stadion Edmond Machtens door Royal White Star Bruxelles vzw (RWSB) en door Racing White Daring van Molenbeek vzw (RWDM);

Gelet op de artikels 4, 13 en 18 van de bovenvermelde overeenkomsten die werden besloten tussen de gemeentelijke autoriteiten van Sint-Jans-Molenbeek, de RWSB vzw en de RWDM vzw;

Gelet op het addendum bijgevoegd aan de gebruiksovereenkomst van de installaties van het Stadion Edmond Machtens door de RWSB vzw, ter gedeeltelijke wijziging van de bovenvermelde overeenkomst;

Overwegende dat de Gemeente, in naleving van de bovenvermelde contracten, binnen de grenzen van zijn wettelijke, reglementaire, budgettaire en administratieve verplichtingen, zich ertoe verplicht de sportieve activiteiten van beide clubs die het Stadion Edmond Machtens bezetten, te ondersteunen en om snel en met aandacht elke vraag of verzoek te onderzoeken die van nature gericht zijn op het verbeteren van het partnerschap tussen de partijen, de duurzaamheid van de activiteiten van hun jeugdscholen en de goede verstandhouding tussen de verschillende bewoners te verbeteren;

Overwegende dat de Gemeente zich ertoe heeft verbonden om, binnen de grenzen van zijn wettelijke, reglementaire, budgettaire en administratieve verplichtingen te waken over het leveren van de beste inspanningen om een oplossing te vinden voor de problematiek van het onderhoud van het terrein A, dit in overleg met de bewoners;

Overwegende dat de Gemeente, volgens het artikel 4.4 van het addendum bij de bovenvermelde overeenkomsten, zich ertoe heeft verbonden om enkel het gemeentepersoneel ter beschikking te stellen voor de voorbereiding en het onderhoud van het grasveld van het terrein A;

Overwegende dat sinds de ondertekening van de overeenkomst, de gemeente het desbetreffend personeel nog niet heeft kunnen ter beschikking stellen om te voorzien in het onderhoud van het betrokken terrein A op een regelmatige en efficiënte manier;

Overwegende dat ten gevolge een overleg over het onderhoud van het terrein A op datum van 17 oktober 2016, een akkoord werd bereikt tussen alle partijen betreffende de tussenkomst van een extern bedrijf voor het onderhoud van het grasveld van het terrein A, dit ten laste van de gemeente die ook zal instaan voor de terugbetaling van de kosten aan de toegewezen bezetter, in de zin van de overeenkomsten afgesloten door alle partijen, dat de werken uitgevoerd worden in het belang van alle bezetters van het Stadion Edmond Machtens en dat alle nodige tussenkomsten voor het onderhoud van het grasperk voor de periode van 1 januari 2017 tot 1 juni 2017 gedekt worden;

**BESLUIT :**

Artikel 1:

Het bedrag ten belope van 15.255,00 EUR inclusief BTW ten laste te nemen voor de interventie op het terrein A van het stadion Edmond Machtens, uitgevoerd door Racing White Daring de Molenbeek asbl;

Artikel 2:

Het bedrag van 15.255,00 EUR inclusief BTW vast te leggen op het artikel 7640/332-02 van de gewone begroting van het begrotingsjaar 2017.

Artikel 3:

Het bedrag van 15.255,00 EUR inclusief BTW te betalen op het rekeningnummer van Racing White Daring de Molenbeek vzw BE22 0689 0600 1447 met als mededeling

“Onderhoud grasperk A Stadium Machtens – januari 2017 tot juni 2017”.

Kopie van deze beraadslaging zal overgemaakt worden naar de volgende diensten: B19 (PRD-2017-003).

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

30.08.2017/A/0006 **Département Services généraux et Démographie**  
**Affaires juridiques – Constitution d’une servitude de surplomb au profit du**  
**bâtiment de citydev.brussels (S.D.R.B.) situé à l’angle des rues Piers et Schmitz.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le permis d’urbanisme délivré le 17 mai 2013 à citydev.brussels (S.D.R.B.) par le fonctionnaire délégué tendant à la démolition d’une maison et à la construction d’un immeuble à appartements avec un rez-de-chaussée commercial à l’angle des rues Piers et Schmitz ;

Considérant qu’une dérogation à l’article 10 du Titre I du Règlement régional d’urbanisme a été accordée pour la saillie en forme de triangle de 5m au point le plus profond ; que cette dérogation a été motivée par le fait que « *ce débordement situé à 3,2m du sol ne risque pas d’entraver la circulation générale* » et que « *ce porte-à-faux permet de retrouver une profondeur de bâtisse acceptable aux étages et crée une zone abritée sur toute la vitrine commerciale du rez-de-chaussée* » ;

Considérant que cette partie du bâtiment de citydev.brussels surplombe une partie de la voirie communale (rue Schmitz) ; que, par conséquent, citydev.brussels demande la constitution, à titre gratuit, au profit de son bâtiment situé à l’angle des rues Piers et Schmitz, d’une servitude de surplomb grevant la partie de la voirie communale reprise sous la dénomination « LOT 3 » au plan de mesurage établi le 4 octobre 2015 par Monsieur Jean-Luc LIBER, géomètre-expert ;

Considérant que les conditions d’exercice de cette servitude de surplomb sont indiquées dans le projet d’acte notarié ci-annexé ;

Considérant que la signature de cet acte de constitution de servitude de surplomb est fixée le jeudi 12 octobre 2017 ;

Sur proposition du Collège échevinal, en sa séance du 21 août 2017 ;

DECIDE :

Article unique :

De constituer, à titre gratuit, au profit du bâtiment de citydev.brussels situé à l’angle des rues Piers et Schmitz, une servitude de surplomb grevant la partie de la voirie communale reprise sous la dénomination « LOT 3 » au plan de mesurage établi le 4 octobre 2015 par Monsieur Jean-Luc LIBER, géomètre-expert, selon les termes et aux conditions reprises dans le projet d’acte ci-annexé.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B19 (IDB-003), B41.

Le Conseil approuve le point.

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Juridische Zaken - Opbouw van een erfdienstbaarheid van overbouw ten voordele van het gebouw van citydev.brussels (G.O.M.B) gelegen op de hoek van de Piersstraat en de Schmitzstraat.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de stedenbouwkundige vergunning afgeleverd op 17 mei 2013 aan citydev.brussels (G.O.M.B) door de afgevaardigde ambtenaar die de afbraak van een woning en de bouw van een appartementsgebouw met een commercieel gelijkvloers beoogt op de hoek van de Piersstraat en de Schmitzstraat;

Overwegende dat een afwijking van artikel 10 van Titel I van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening werd toegestaan voor het uitsteeksel met de vorm van een driehoek van 5cm op het diepste punt; dat deze afwijking gemotiveerd werd door het feit dat dit uitsteeksel gelegen op 3,2m van de grond het algemeen verkeer niet belemmert” en dat “deze achterbouw het mogelijk maakt om een aanvaardbare diepte van de bouwzone te vinden voor de verdiepingen en een zone tot stand brengt als schuilplaats over de hele handelsetalage van de benedenverdieping”;

Overwegende dat dit gedeelte van het gebouw van citydev.brussels over een gedeelte steekt van de gemeentelijke weg (Schmitzstraat); dat, bijgevolg, citydev.brussels de gratis bebouwing vraagt – ten voordele van zijn gebouw op de hoek van de Piersstraat en de Schmitzstraat – van een erfdienstbaarheid van overbouw over het gedeelte van de gemeentelijke weg onder de benaming “LOT 3” op het opmetingsplan opgesteld op 4 oktober 2015 door De heer Jean-Luc LIBER, landmeter-expert;

Overwegende dat de voorwaarden voor de uitoefening van deze erfdienstbaarheid van overbouw vermeld staan in het hierbij gevoegde ontwerp van de notariële akte;

Overwegende dat de ondertekening van deze akte van opbouw van de erfdienstbaarheid van overbouw vastgelegd is op donderdag 12 oktober 2017;

Op voorstel van het Schepencollege in zijn zitting van 21 augustus 2017;

**BESLIST:**

Enig artikel:

Ten voordele van het gebouw van citydev.brussels gelegen op de hoek van de Piersstraat en de Schmitzstraat een – gratis – erfdienstbaarheid van overbouw te bouwen, over het gedeelte van de gemeentelijke weg hernomen onder de benaming “LOT 3” op het opmetingsplan opgemaakt op 4 oktober 2015 door De heer Jean-Luc LIBER, landmeter-expert, volgens de bepalingen en voorwaarden hernomen in het hierbij gevoegde ontwerp van akte.

Deze beraadslaging moet aan volgende diensten worden overgemaakt : B19 (IDB - 003), B41.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

**Cohésion sociale - Fonds d'Impulsion pour la Politique des Immigrés (FIPI) 2017 -  
Convention FF / 05 entre la Commission communautaire française et  
l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 8 octobre 1992 d'introduire un projet annuel auprès du Fonds d'Impulsion pour la Politique des Immigrés (FIPI) ;

Considérant que suite à la 6<sup>e</sup> réforme de l'Etat et aux transferts de la Sainte-Emilie, le FIPI est transféré aux Entités fédérées et pour partie à la Commission communautaire française ;

Vu le financement de ces projets par les bénéfices nets de la Loterie Nationale ;

Vu l'arrêté 2017/450 du 27 avril 2017 du Collège de la Commission Communautaire Française octroyant une subvention aux projets présentés par les communes pour couvrir des frais de fonctionnement pour 2017 dans le cadre du Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés ;

Considérant la décision du Collège du 20 février 2017 de retenir dans le cadre de l'appel à projets F.I.P.I. 2017 (volet communal) le projet de l'asbl « Lutte contre l'Exclusion sociale à Molenbeek » ;

Considérant que cette subvention de 238.533,00 € attribuée à la commune contribue à couvrir des frais de fonctionnement (personnel) pour 2017 des Maisons de Quartier communales et la Maison des Femmes ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention FIPI communal 2017 – Commune de Molenbeek – FF / 05 ci-jointe entre la Commission communautaire française d'une part et la commune de Molenbeek-Saint-Jean d'autre part.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 31 votes positifs, 1 abstention.

---

**Preventie en Sociale Leven**

**Sociale Cohesie - Impulsfonds voor het Migrantenbeleid (FIPI) 2017 -  
Overeenkomst FF/05 tussen de Franstalige Gemeenschapscommissie en de  
gemeentelijke administratie van Sint-Jans-Molenbeek.**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 8 oktober 1992 een jaarlijks project in te dienen bij het Impulsfonds voor het Migrantenbeleid (FIPI);

Overwegende dat als gevolg van de 6<sup>e</sup> Staatshervorming en de overdrachten van Sint-Emilie, de FIPI overgedragen werd naar de gemeenschappen en gewesten en gedeeltelijk naar de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende de financiering van deze projecten door de netto winsten van de Nationale Loterij;

Gelet op het besluit 2017/450 van 27 april 2017 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie waarbij een subsidie wordt toegekend aan de projecten door de gemeenten voorgesteld en dit voor het dekken van de werkingskosten 2017 binnen het kader van de Impulsfondsen m.b.t. de Immigratiepolitiek (FIPI);

Overwegende de beslissing van het College van 20 februari 2017 om binnen het kader van de projectoproep FIPI 2017 (gemeentelijk luik) enkel het project van de vzw "Lutte

contre l'Exclusion Sociale à Molenbeek" te weerhouden;  
Overwegende dat deze subsidies van 238.533,00€, toegekend aan de gemeente in 2017, bijdragen tot het dekken van de werkingskosten (personeelskosten) van de gemeentelijke buurthuizen en het Huis van de vrouwen;

BESLIST :

Enig artikel :

De overeenkomst gemeentelijk FIPI 2017 – Gemeente Molenbeek - FF / 05, hierbij gevoegd, tussen de Franse Gemeenschapscommissie enerzijds en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek anderzijds, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 31 positieve stemmen, 1 onthouding.

---

30.08.2017/A/0008

**Département Finances**

**Economat - Achat de photocopieurs pour divers services communaux -  
Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter -  
Application de l'article 234, al.3 de la nouvelle loi communale.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment les articles 234, al.3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 47 §2 qui dispense les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat;

Vu la demande du service Population tendant à acquérir un photocopieur couleur;

Vu la demande du service Etat civil tendant à remplacer un photocopieur en fin de vie;

Vu la demande du service G.R.H. tendant à acquérir un photocopieur;

Vu la demande de l'Instruction publique francophone tendant à acquérir un photocopieur pour l'école 14;

Considérant que le matériel peut être acquis via le catalogue des produits du C.I.R.B. agissant en centrale de marchés publics ;

Considérant que le C.I.R.B. a désigné la firme Konica Minolta Business Solutions comme fournisseur ;

Considérant dès lors que notre commune peut passer commande pour des photocopieurs auprès de la firme Konica Minolta Business Solutions;

Considérant qu'il y a lieu de souscrire à un contrat d'entretien pour les photocopieurs pour une durée de 60 mois ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 42.329,56 EUR, 21% TVA comprise ;

Considérant que les crédits nécessaires à la dépense sont inscrits à l'article 0000/742/52 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 et sera financé par un emprunt, et aux articles 1040/123/12 et 7220/123/12 du budget ordinaire de l'exercice 2017 et seront inscrits au budget ordinaire des exercices suivants ;

Sur proposition du Collège échevinal du 16 août 2017 ;

DECIDE :

Article 1er

de marquer son accord pour l'acquisition de photocopieurs avec contrat d'entretien pour une période de 60 mois auprès de la firme Konica Minolta Business Solutions (TVA 0863.205.176) sur base du catalogue des produits du C.I.R.B. agissant en centrale de marché.

Article 2

que la dépense est estimée à 18.444,16 EUR, 21% TVA comprise pour l'acquisition des photocopieurs et à 23.885,40 EUR, 21% TVA comprise pour le contrat d'entretien pour la durée totale du marché.

Article 3

que la dépense sera couverte par les crédits inscrits à l'article 0000/742/52 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 et financé par un emprunt, et par les crédits inscrits aux articles 1040/123/12 et 7220/123/12 du budget ordinaire de l'exercice 2017 et par des crédits à inscrire aux budgets ordinaires des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

### **Departement Financiën**

**Economaat - Aankoop van kopieerapparaten voor verschillende gemeentelijke diensten – Goedkeuring van de voorwaarden, gunningswijze en de firma's te raadplegen – Toepassing van artikel 234, al.3 van de nieuwe gemeentewet.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en voornamelijk artikel 234, betreffende de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen en de latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, voornamelijk artikel 47 §2 die de aanbestedende overheden die een beroep doen op een aankoopcentrale vrijstelt van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Gelet op de aanvraag van de dienst Bevolking om een kleurenkopieerapparaat aan kopen;

Gelet op de aanvraag van de dienst Burgerlijke staat om een versleten kopieerapparaat te vervangen;

Gelet op de aanvraag van de dienst HRM om een kopieerapparaat aan te kopen;

Gelet op de aanvraag van de dienst Franstalig Openbaar Onderwijs om een kopieerapparaat aan te kopen voor school 14;

Overwegende dat het materiaal kan aangekocht worden via de catalogus van de producten van het C.I.B.G. handelend als centrale voor overheidsopdrachten;

Overwegende dat het C.I.B.G. de firma Konica Minolta Business Solutions als leverancier heeft aangewezen;

Overwegende dat onze gemeente dus de bestelling van de kopieerapparaten kan plaatsen bij de firma Konica Minolta Business Solutions;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot het onderschrijven van een onderhoudscontract voor de kopieerapparaten voor een duur van 60 maanden;

Overwegende dat het globale geraamde bedrag van deze opdracht 42.329,56 EUR bedraagt, 21% BTW inclusief;

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze uitgave ingeschreven zijn op artikel 0000/742/52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017 en gefinancierd

zal worden via een lening, en op artikelen 1040/123/12 en 7220/123/12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017 en zullen ingeschreven worden op de gewone begroting van de komende dienstjaren;

Op voorstel van het Schepencollege van 21 augustus 2017;

**BESLUIT:**

Artikel 1

Zijn akkoord te verlenen voor de aankoop van kopieerapparaten met onderhoudscontract voor een periode van 60 maanden bij de firma Konica Minolta Business Solutions (BTW 0863.205.176) op basis van de catalogus van de producten van het C.I.B.G. handelend als aankoopcentrale.

Artikel 2

Dat de uitgave is geraamd op 18.444,16 EUR, 21% BTW inclusief voor de aankoop van de kopieerapparaten en 23.885,40 EUR, 21% BTW inclusief voor het onderhoudscontract voor de gehele duur van de opdracht.

Artikel 3

Dat de uitgave wordt gedekt via de kredieten ingeschreven op artikel 0000/742/52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017 en gefinancierd via een lening, en via de kredieten ingeschreven op artikelen 1040/123/12 en 7220/123/12 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017 en via de kredieten in te schrijven op de gewone begrotingen van de komende dienstjaren.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

30.08.2017/A/0009 **Département Finances**

**Economat - Désignation d'un service externe de prévention et de protection au travail pour une durée indéterminée - Approbation des conditions et du mode de passation.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 89, § 1, 2° (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 750.000,00 EUR) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2017/685 relatif au marché "Désignation d'un service externe de prévention et de protection au travail pour une durée indéterminée" établi par le service de l'Economat ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 500.000,00 EUR TVAC (0% TVA) pour une durée indéterminée ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans

publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2018, article 1310/123/14 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du Collège échevinal du 21 août 2017;

DECIDE :

Article 1er

d'approuver le cahier des charges N° 2017/685 et le montant estimé du marché "Désignation d'un service externe de prévention et de protection au travail pour une durée indéterminée", établis par le service de l'Economat. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 500.000,00 EUR TVAC (0% TVA).

Article 2

de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3

d'inscrire la dépense au budget ordinaire de l'exercice 2018, article 1310/123/14 et au budget des exercices suivants.

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de Tutelle conformément aux dispositions de l'ordonnance du 14 mai 1998 ainsi qu'à celles de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

## **Departement Financiën**

### **Economaat - Aanduiding van een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk voor een onbepaalde duur - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 89, § 1, 2° (limiet van 750.000,00 EUR excl. btw niet bereikt);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Aanduiding van een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk voor een onbepaalde duur" een bestek met nr. 2017/685 werd opgesteld door de dienst Economaat;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 500.000,00 EUR incl. btw (0% btw) voor een onbepaalde duur;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien zal zijn in het budget van 2018, op artikel 1310/123/14 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 augustus 2017;

BESLUIT :

Artikel 1

goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2017/685 en de raming voor de opdracht "Aanduiding van een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk voor een onbepaalde duur", opgesteld door de dienst Economaat. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 500.000,00 EUR incl. btw (0% btw).

Artikel 2

bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2018, op artikel 1310/123/14 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

De huidige beraadslaging zal , voor goedkeuring, overgemaakt worden aan de Voogdijoverheid overeenkomstig de bepalingen van de Brusselse ordonnantie van 14 mei 1998 alsook deze van het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

---

30.08.2017/A/0010 **Département Finances**

**Finances - Budget communal extraordinaire 2017 - Modification budgétaire - Contrats de quartier**

LE CONSEIL,

Vu l'article 15 du RGCC;

Considérant que certaines allocations de crédits du budget extraordinaire 2017 doivent être modifiées;

Vu le tableau de la modification budgétaire;

DECIDE :

Article unique:

d'approuver la modification budgétaire extraordinaire 2017 relative aux contrats de quartier.

Expédition de la présente délibération sera faite, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 31 votes positifs, 1 abstention.

---

**Departement Financiën**  
**Financiën - Buitengewone gemeentebegroting 2017 - Begrotingswijziging -**  
**Wijkcontracten**

DE RAAD,

Gezien artikel 15 van het ARGB;  
Overwegende dat sommige kredieten van de buitengewone begroting 2017 moeten gewijzigd worden;  
Gezien de tabel van de begrotingswijziging;

BESLUIT :

Enig artikel:  
de buitengewone begrotingswijziging 2017 betreffende de wijkcontracten goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.  
32 stemmers : 31 positieve stemmen, 1 onthouding.

---

30.08.2017/A/0011 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**  
**Propriétés communales - Logement de concierge sis rue des Béguines, 101 -**  
**Conclusion d'un contrat de bail à courte durée entre l'occupante et l'Administration**  
**communale de Molenbeek-Saint-Jean.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 10.07.2017 décidant e.a. de supprimer la fonction de concierge pour les bâtiments sis rue des Béguines, 101 à Molenbeek-Saint-Jean et de charger le service des Propriétés communales d'établir un contrat de bail avec l'intéressée pour l'occupation prolongée du logement sis rue des Béguines, 101 ;

Considérant qu'il y a lieu de régulariser cette occupation tant pour y offrir un cadre sécurisant et structurant pour la locataire qu'un cadre légal en faveur de la Commune ;

Considérant que la conclusion d'une convention d'occupation précaire n'est pas envisageable ici puisque la locataire occupe le bien depuis plus de dix ans ;

Considérant dès lors qu'un bail de courte durée en vue d'une occupation d'1 an prorogeable pour une période d'1 an ou 2 ans, peut être proposé à l'occupante des lieux dans l'attente du réaménagement du site ;

Considérant que ce logement n'a pas été construit dans le cadre d'un programme de subsidiation et ne doit donc pas être considéré comme du logement à caractère social mais que, dans un souci d'uniformisation, la grille de loyers fixée dans le règlement locatif communal pourra être appliquée à la locataire ;

Considérant dès lors que le loyer est fixé à la somme de 362,85 EUR, augmenté de 97,00 EUR pour les charges ;

Vu le projet de bail locatif établi à cet effet par le service des Propriétés communales;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 24.07.2017 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le projet de bail de courte durée entre la Commune et l'occupante du logement communal sis rue des Béguines, 101 (2 chambres), anciennement logement de concierge, prévoyant une occupation d'1 an prorogable pour une période d'1 an ou de 2 ans.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 31 votes positifs, 1 abstention.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer**  
**Gemeentelijke eigendommen - Conciergewoning gelegen in de Begijnenstraat 101 -**  
**Korte-termijnhuurcontract tussen de bewoners en het Gemeentebestuur.**

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 10.07.2017 houdende beslissing o.a. de functie van huisbewaarder voor de gebouwen gelegen Begijnenstraat 101 te Sint Jans Molenbeek af te schaffen en de dienst Gemeentelijke eigendommen te belasten met het opstellen van een huurovereenkomst met belanghebbende voor het verder bezetten van het appartement gelegen Begijnenstraat 101;

Overwegende dat het nodig is dit gebruik te regulariseren zowel om een veilige en ondersteunende leefomgeving aan de bewoner te geven als om een juridisch kader ten voordele van de Gemeente te geven;

Overwegende dat de sluiting van een overeenkomst voor een preciaire terbeschikkingstelling niet mogelijk is omdat de bewoner de woning meer dan tien jaren bewoont;

Overwegende dat een korte-termijnhuurcontract met het oog op een bewoning van een jaar, verlengbaar voor een duur van een of twee jaar, aan de bewoner van de woning vastgesteld kan worden in afwachting van de herontwikkeling van de site;

Overwegende dat deze woning niet in het kader van een subsidiëringsprogramma werd gebouwd en dus geen sociale woning is maar dat, met het oog op uniformiteit van huurprijzen, het rooster met huurprijzen vastgelegd in het Gemeentelijk huurreglement kan toegepast worden voor de bewoner;

Overwegende dat daarom het huur op een bedrag van 362,85 EUR vastgesteld kan worden, verhoogd met 97,00 EUR voor de lasten;

Gelet op het ontwerp van huurcontract hiervoor opgesteld door de Dienst Gemeentelijke Eigendommen;

Gezien artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 24.07.2017 ;

BESLIST :

Enig artikel:

Het ontwerp van korte-termijnhuurcontract tussen de Gemeente en de bewoner van de

gemeentelijke woning gelegen in de Begijnenstraat 101 (2 kamers), vroeger conciërgewoning, met het oog op een bewoning van een jaar, verlengbaar voor een duur van een of twee jaar, goed te keuren.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 31 positieve stemmen, 1 onthouding.

---

30.08.2017/A/0012 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**  
**Propriétés communales - Convention de mise à disposition à titre gratuit d'un bien**  
**immeuble sis rue François Mus, 22 à la Zone de Police Bruxelles-Ouest.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant qu'actuellement, la Zone de Police Bruxelles-Ouest occupe différents biens immeubles communaux sans toutefois que des conventions de mise à disposition n'aient été conclues ;

Considérant qu'il convient de fixer, par convention, les droits et obligations de la Commune et de la Zone de Police Bruxelles-Ouest relativement à chaque occupation ;

Considérant qu'une des occupations concerne le bâtiment communal sis rue François Mus, 22-24 abritant d'une part le commissariat « Maritime » au n°22 (sous-sol, rdc, 1<sup>er</sup> étage pour une superficie totale de 422 m<sup>2</sup>) et d'autre part des logements communaux au n°24 (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages – 3 logements pour une superficie totale de 408 m<sup>2</sup>) ;

Considérant que la Commune met les locaux sis au n°22 du bâtiment susmentionné à disposition de la Zone de Police pour l'usage d'un commissariat à vocation locale ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention de mise à disposition pour le bien immeuble sis rue François Mus, 22 à 1080 Bruxelles avec la Zone de Police Bruxelles-Ouest ;

Considérant que la mise à disposition sera gratuite et que la Zone de Police prendra à sa charge les frais inhérents à la consommation d'eau, de gaz et d'électricité ;

Considérant que le projet de convention ci-annexé prévoit une occupation pour une durée illimitée avec possibilité d'y mettre fin moyennant un préavis d'un an ;

Considérant que la convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 24.07.2017 ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver le projet de convention de mise à disposition, dont copie en annexe, des locaux sis au n°22 d'un bien immeuble communal sis rue François Mus, 22-24 à 1080 Bruxelles à la Zone de Police Bruxelles-Ouest.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer**  
**Gemeentelijke eigendommen - Overeenkomst van gratis terbeschikkingstelling van een vastgoed gelegen François Musstraat 22 aan de Politiezone Brussel-West.**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;  
Overwegende dat de Politiezone Brussel-West momenteel verschillende gemeentelijke vastgoederen gebruikt zonder dat er echter overeenkomsten van terbeschikkingstelling afgesloten zijn;  
Overwegende dat het past om, via overeenkomst, de rechten en de plichten van de Gemeente en de Politiezone Brussel-West vast te stellen betreffende elk gebruik;  
Overwegende dat één van deze gebruiken het gemeentelijk gebouw betreft gelegen François Musstraat 22-24 dat enerzijds het commissariaat “Maritiem” omvat op het nr. 22 (kelderverdieping, benedenverdieping, 1<sup>ste</sup> verdieping van een totale oppervlakte van 422 m<sup>2</sup>) en anderzijds het gemeentelijk gebouw op nr. 24 (2<sup>de</sup> en 3<sup>de</sup> verdieping - 3 woningen van een totale oppervlakte van 408 m<sup>2</sup>);  
Overwegende dat de Gemeente de lokalen gelegen op nr. 22 van het bovenvermelde gebouw ter beschikking stelt van de Politiezone voor het gebruik van een commissariaat met plaatselijke bestemming;  
Overwegende dat er dus moet overgegaan worden tot het afsluiten van een overeenkomst van terbeschikkingstelling voor het vastgoed gelegen François Musstraat 22 te 1080 Brussel met de Politiezone Brussel-West;  
Overwegende dat de terbeschikkingstelling gratis zal zijn en dat de Politiezone de kosten voor het verbruik van water, gas en elektriciteit ten laste neemt;  
Overwegende dat het hierbij gevoegde project van overeenkomst een gebruik voorziet voor een onbepaalde duur met de mogelijkheid om er een einde aan te stellen mits een vooropzeg van één jaar;  
Overwegende dat de overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische zaken;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 24.07.2017;

BESLIST:

Enig artikel:

Het ontwerp van de overeenkomst van terbeschikkingstelling goed te keuren, waarvan kopie in bijlage, van de lokalen gelegen op nr. 22 van het vastgoed gelegen François Musstraat 22-24 te 1080 Brussel aan de Politiezone Brussel-West.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

**Propriétés communales - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 alinéa 3 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, §1, 1<sup>o</sup>,a) de la loi du 15/06/2006.

Est informé des décisions du Collège suivantes :

Séance du 27.03.2017 : Rénovation et isolation d'une toiture plate à l'école communale n°13 sise rue Koninck 63 à Molenbeek-Saint-Jean - Cahier spécial des charges - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité 65.0001,20 EUR TVAC - article 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Séance du 02.05.2017 : Etude et élaboration des plans d'évacuation et de sécurité incendie dans divers bâtiments communaux à Molenbeek-Saint-Jean - Cahier spécial des charges - Fixation des conditions du marché.

Marché public de service par procédure négociée sans publicité 45.000,00 EUR TVAC - article 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Séance du 02.05.2017 : Entretien des châssis en bois de l'école communale n°2 sise rue Le Lorrain 94 à Molenbeek-Saint-Jean - Cahier spécial des charges - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité 60.000,00 EUR TVAC - article 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Séance du 22.05.2017 : Fourniture et pose des pictogrammes de sécurité dans les bâtiments communaux à Molenbeek-Saint-Jean - Cahier spécial des charges - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité 28.000,00 EUR TVAC - article 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Séance du 29.05.2017 : Entretien des blocs autonomes d'éclairages de sécurité dans les bâtiments communaux à Molenbeek-Saint-Jean - Cahier spécial des charges - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité 27.000,00 EUR TVAC - article 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Séance du 12.06.2017 : Placement d'illuminations pour les fêtes de fin d'année 2017 à Molenbeek-Saint-Jean - Cahier spécial des charges - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité 68.208,72 EUR TVAC - article 4260/735/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Séance du 19.06.2017 : Réparation d'une façade de l'école communale n°5 sise place de la Duchesse de Brabant, 27 à Molenbeek-Saint-Jean - Cahier spécial des charges - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité 60.000,00 EUR TVAC - article 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Séance du 19.06.2017 : Remplacement du revêtement de sol dans 4 classes de l'école communale n°16 sise avenue Carl Requette 20 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Cahier spécial des charges - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité 24.000,00 EUR TVAC - article 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

Séance du 19.06.2017 : Traitement de l'humidité et installation d'une étanchéité murale dans un logement communal sise rue des Quatre-Vents, 053 à Molenbeek-Saint-Jean - Cahier spécial des charges - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité 13.500,00 EUR TVAC

- article 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer**  
**Gemeentelijke Eigendommen - Nieuwe Gemeentewet artikel 243 alinea 3 -**  
**Overheidsopdrachten - Kennisgeving van de besluiten van het College van**  
**Burgemeester en Schepenen.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en meer bepaald op artikel 234, § 3;

Gelet op de besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen in verband met de plaatsing van opdrachten met onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, §1, 1°,a) van de wet van 15/06/2006.

Wordt op de hoogte gebracht van volgende besluiten van het College:

Zitting van 27.03.2017: Renovatie en isolatie van een plat dak in de gemeenteschool n°13 gelegen op de De Koninckstraat 63, te Sint-Jans-Molenbeek - Bestek – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht.

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - 65.0001,20 EUR btw inbegrepen - artikel 7220/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2017.

Zitting van 02.05.2017: Studie en uitwerking van evacuatieplannen en brandveiligheid in verschillende gemeentelijke gebouwen te Sint-Jans-Molenbeek - Bestek – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht.

Overheidsopdracht voor diensten via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - 45.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 0000/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2017.

Zitting van 02.05.2017: Onderhoud van houten raamkozijnen in School n°2 gelegen op de Le Lorrainestraat 94 te Sint-Jans-Molenbeek - Bestek – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht.

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - 60.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 7220/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2017.

Zitting van 22.05.2017: Levering en aanbrengen van veiligheidspictogrammen in de gemeentelijke gebouwen te Sint-Jans-Molenbeek. - Bestek – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht.

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - 28.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 0000/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2017.

Zitting van 29.05.2017: Onderhoud van de autonome verlichte veiligheidsblokken in de gemeentelijke gebouwen te Sint-Jans-Molenbeek - Bestek – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - 27.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 0000/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2017.

Zitting van 12.06.2017: Plaatsing van verlichting voor de eindejaarfeesten 2017 te Sint-Jans-Molenbeek - Bestek – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht.

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - 68.208,72 EUR btw inbegrepen - artikel 4260/735/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2017.

Zitting van 19.06.2017: Herstelling van een gevel van gemeenteschool n°5 gelegen aan het Hertogin van Brabantplein 27 te Sint-Jans-Molenbeek - Bestek – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - 60.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 7220/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2017.

Zitting van 19.06.2017: Vervanging van vloerbekleding in vier klassen van de gemeenteschool n°16 gelegen op de Carl Requettelaan 20 te Sint-Jans-Molenbeek - Bestek – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - 24.000,00EUR btw inbegrepen - artikel 7220/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2017.

Zitting van 19.06.2017: Behandeling van vochtigheid en installatie van waterdichting in de muur in een woning gelegen op de Vierwindenstraat 53 te Sint-Jans-Molenbeek - Bestek – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht

Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - 13.500,00 EUR btw inbegrepen - artikel 0000/724/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2017.

BESLUIT :

Enig artikel :

Om de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*Olivia P'Tito quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

30.08.2017/A/0014 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**  
**Cellule Logement - Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres - Bilan 2016.**

LE CONSEIL,

Vu le Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres, signé en juin

2013, et notamment son article 6, relatif à son évaluation annuelle;  
Considérant que la Cellule Logement est chargée, au sein de l'Administration communale, de la coordination du dispositif ;  
Considérant qu'il est proposé au Conseil communal de prendre acte du bilan 2016 dudit Protocole (comprenant des annexes, étant le bilan 2015, le bilan du CPAS et celui de la Division Molenbeek de la Zone de Police), s'agissant d'un volet d'action important pour notre Commune;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 10.07.2017 ;

DECIDE :

Article unique :

De prendre acte du bilan 2016, et ses annexes, du Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 25 votes positifs, 6 abstentions.

---

### **Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer**

**Huisvestingscel - Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen - Balans 2016.**

DE RAAD,

afgezien op het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen, ondertekend in juni 2013, en vooral artikel 6, betreffende de jaarlijkse evaluatie ervan;

overwegende dat de Huisvestingscel, binnen het Gemeentebestuur, bevoegd is voor de coördinatie van deze regeling;

overwegende dat op de Gemeenteraad werd voorgesteld om akte te nemen van de balans 2016 van het genoemde Protocol (omvattende volgende bijlagen: de balans van 2015, de balans van het OCMW en deze van de Afdeling Molenbeek van de Politiezone), die een belangrijke luik van actie betreft voor onze Gemeente;

op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 10.07.2017;

ESLIST :

afgezien artikel :

akke te nemen van de balans 2016 en bijlagen van het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen.

De onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het

russels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 25 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

---

30.08.2017/A/0015 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**  
**Cellule Logement - Immeubles inoccupés - Rapport annuel sur la lutte contre les**  
**logements inoccupés.**

E CONSEIL,

vu l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 juillet 2013, modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement ;

considérant que la Cellule Logement de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean est chargée, entre autres, de la lutte contre les immeubles inoccupés ;

considérant que l'article 15, § 6 de l'ordonnance du 11 juillet 2013, impose aux communes et à leur C.P.A.S., la publication annuelle, avant le 1<sup>er</sup> juillet, d'un rapport sur la politique de lutte contre les logements inoccupés, qui inclut une évaluation chiffrée des effets de recours au droit de gestion publique, à l'action comme en référé et à la plainte du Collège des Bourgmestre et Echevins à la Cellule régionale de lutte contre les logements inoccupés ;

vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 19.06.2017 ;

DÉCIDE :

Article 1 :

prendre acte du rapport annuel 2016 sur la politique de lutte contre les logements inoccupés menée par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2 :

communiquer une copie de ce rapport au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'article 15, § 6 de l'ordonnance du 11 juillet 2013 modifiant l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer**  
**Huisvestingscel - Leegstand - Jaarverslag over de bestrijding van leegstaande**  
**woningen.**

DE RAAD,

gelet op de ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 11

li 2013 tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse huisvestingscode ;

verwegende dat de Huisvestingscel van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek onder andere belast is met de bestrijding van leegstaande gebouwen ;

verwegende dat artikel 15, § 6, van de ordonnantie van 11 juli 2013, de jaarlijkse eekendmaking vóór 1 juli oplegt van een verslag inzake het beleid met betrekking tot de estrijding van leegstaande woningen, dat een becijferde evaluatie inhoudt van de evolgen van de aanwending van het openbaar beheerrecht, van het kortgeding en van e klacht van het College van Burgemeester en Schepenen bij de Gewestelijke cel voor e bestrijding van leegstand ;

lelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

tp voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 juni 2017:

ESLIST :

rtikel 1 :

kte te nemen van het jaarverslag 2016 over het door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek evoerde beleid inzake de bestrijding van leegstaande woningen;

rtikel 2 :

en kopie van dit verslag meedelen aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke ewest, overeenkomstig artikel 15, § 6, van de ordonnantie van 11 juli 2013 tot ijziging van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode.

nderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het russels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

30.08.2017/A/0016 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » - Marché de services relatif à la mission de relevé de terrains et de bâtis existant dans la zone d'intervention reprise dans le cahier spécial des charges et à l'élaboration des documents graphiques nécessaires à un appel d'offre restreint en vue de la désignation d'un auteur de projet- Modification du mode de financement de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services ;

Considérant que le présent marché est un marché public de services relatif à la mission de relevé de terrains et de bâtis existant dans la zone d'intervention reprise dans le cahier spécial des charges et à l'élaboration des documents graphiques nécessaires à un appel d'offre restreint en vue de la désignation d'un auteur de projet;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 décembre 2016 décidant e.a. :

- De prendre connaissance du rapport d'analyse des offres pour le marché de services relatif à la mission de relevé de terrains et de bâtis existant dans la zone d'intervention reprise dans le cahier spécial des charges et à l'élaboration des documents graphiques nécessaires à un appel d'offre restreint en vue de la désignation d'un auteur de projet ;
- Sur base du rapport d'analyse, de désigner et de passer commande à De Ceuster pour la mission de relevé de terrains et de bâtis existant dans la zone d'intervention reprise dans le cahier spécial des charges et à l'élaboration des documents graphiques nécessaires à un appel d'offre restreint en vue de la désignation d'un auteur de projet, pour un montant de 32.200,00 EUR HTVA, soit 38.962,00 EUR TVA comprise ;
- D'engager un montant de 40.000 EUR TVAC (montant arrondi) à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours au nom de De Ceuster (et de couvrir cette dépense à 95% par le Contrat de Quartier Durable Petite Senne et à 5% par la part communale via des emprunts) (DC 5020 - article de recettes 9301/665-52) ;

Considérant qu'une partie de la mission susmentionnée concerne l'Opération 1A3 : « réaménagement du Quai de l'Industrie » et n'est pas financée par les subsides octroyés par la Région dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne ». Cette partie de mission, dont le montant s'élève à 6.662,15 EUR TVAC, ne peut donc pas être financée par ces subsides ;

Considérant que dès lors, la somme de 6.662,15 EUR TVAC devra être couverte par emprunt ;

Considérant que les crédits relatifs à cette dépense sont prévus à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et seront financés à 95% par le Contrat de Quartier Durable Petite Senne et à 5% via emprunt pour 33.337,85 EUR et à 100% par emprunt pour un montant de 6.662,15 EUR;

Vu l'article 236 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement de la dépense d'un montant de 40.000 EUR TVAC à savoir :

- 33.337,85 EUR couvert à 95% par le Contrat de Quartier Durable Petite Senne et à 5% par la part communale via des emprunts) (DC 5020 - article de recettes 9301/665-52).
- 6.662,15 EUR couvert à 100% par emprunts.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**

**Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Zinneke - Opdracht voor diensten over de missie van uiteenzetting van de gronden en gebouwd in de zone van de interventie hervat in het bijzonder bestek en in de uitwerking van de grafische documenten die nodig zijn voor een beperkt aanbesteding met het oog op de aanwijzing van een auteur van project - Wijziging van de wijze van financiering van de uitgaven.**

DE RAAD,

Gezien het wet van de 15 juni 2006 over de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat de huidige opdracht een opdracht voor diensten over de missie van uiteenzetting van de gronden en gebouwd in de zone van de interventie hervat in het bijzonder bestek en in de uitwerking van de grafische documenten die nodig zijn voor een beperkt aanbesteding met het oog op de aanwijzing van een auteur van project is;

Gezien de beraadslaging van het College van 19 december 2016 dat beslist o.a.;

- Het verslag van de opdracht voor diensten over de missie van uiteenzetting van de gronden en gebouwd in de zone van de interventie hervat in het bijzonder bestek en in de uitwerking van de grafische documenten die nodig zijn voor een beperkt aanbesteding met het oog op de aanwijzing van een auteur van project kennis te maken;
- Op basis van de analyserapport, De Ceuster voor de missie van uiteenzetting van de gronden en gebouwd in de zone van de interventie hervat in het bijzonder bestek en in de uitwerking van de grafische documenten die nodig zijn voor een beperkt aanbesteding met het oog op de aanwijzing van een auteur van project bestellen en aan te wijzen;
- De uitgave van 40.000 EUR incl. BTW vast te leggen op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017 op naam van De Ceuster en dit bedrag op 95 % door toegekende subsidies in het kader van het duurzaam wijkcontract “Zinneke” en voor 5% door leningen (DC 5020);

Overwegende dat een deel van de opdracht de operatie 1A3 betreft: “Heraanleg Nijverheidskaai” dat niet door toegekende subsidies in het kader van het duurzaam wijkcontract “Zinneke” gefinancierd wordt. Deze deel van de opdracht, waarvan het bedrag 6.662,15 EUR incl. BTW stijgt, mag niet door deze subsidies ook gefinancierd wordt;

Overwegende dat daarom, het bedrag van 6.662,15 EUR incl. BTW door leningen moet worden gedekt;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn inschrijven op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017 en wordt voor 95% door toegekende subsidies in het kader van het duurzaam wijkcontract “Zinneke” en voor 5% door leningen voor 33.337,85 EUR en 100% door leningen voor 6.662,15 EUR gefinancierd wordt;

Gezien het artikel 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST :

Enig artikel :

De betalingswijze goed te keuren van deze uitgave van 40.000 EUR inclusief BTW namelijk:

- 33.337,85 EUR voor 95% door toegekende subsidies in het kader van het duurzaam wijkcontract “Zinneke” en voor 5% door leningen gefinancierd zijn (DC 5020);
- 6.662,15 EUR voor 100% door leningen gefinancierd zijn.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

30.08.2017/A/0017 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Département infrastructures et développement urbain - Contrat de quartier durable**  
**Autour de Léopold II - Project Koolmijnenkaai - Convention d'occupation précaire**  
**entre la commune et l'asbl FOYER.**

LE CONSEIL,

Considérant que le projet "Charbonnages" prévoit la construction d'un bâtiment comprenant une salle de sport, une salle de boxe, une crèche et un logement de concierge sis Quai des Charbonnages 86, à Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'ASBL FOYER a dû libérer avant le début du chantier le lit de la Petite Senne sur lequel elle avait placé, sans titre ni droit, des éléments qui gênaient le déroulement des futurs travaux ;

Considérant que l'ASBL FOYER a procédé au démontage de ces éléments (abri à vélos, vélos, etc.) et les a entreposés sur la parcelle A226e<sup>2</sup> (voir emplacement marqué d'une croix sur le plan en annexe).

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention d'occupation à titre précaire de l'emplacement décrit ci-dessus.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**  
**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract**  
**Rondom Leopold II - Project "Charbonnages"- Overeenkomst voor**  
**terbeschikkingstelling tussen de Gemeente en de vzw FOYER.**

DE RAAD,

Gezien dat in het project "Koolmijnen" de bouw van een pand met een sportzaal, een bokszaal, een crèche en een conciërgewoning voorziet, op Koolmijnenkai 86, te Sint-Jans-Molenbeek;

Gezien dat de VZW FOYER het perceel van de Zinnekebedding, waar ze elementen zonder recht of titel gebouwd en opgeslagen had, die de toekomstige werken verhinderen, heeft moeten leegmaken.

Gezien dat de VZW FOYER die elementen gedemonteerd (fietsenstalling, fietsen, enzovoort) en ze op een deel van het perceel A226e<sup>2</sup> opgeslagen heeft. (zie kruis op het plan in bijlage)

BESLIST:

Enig artikel:

De overeenkomst voor preciaire terbeschikkingstelling van dat deel van het perceel goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

---

30.08.2017/A/0018 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Département Infrastructures et Développement urbain - Politique de la Ville par le développement des quartiers 2017-2020 - Approbation de la convention 2017-2020.**

LE CONSEIL,

Considérant la décision du 8 décembre 2016 du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la durée du programme pluriannuel 2017-2020 « Politique de la Ville par le développement des quartiers » à 3,5 ans et fixant le montant à octroyer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean à 6.449.686,26 euros ;

Considérant la décision du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2017 approuvant le programme pluriannuel 2017-2020 « Politique de la Ville par le développement des quartiers » de la commune de Molenbeek-Saint-Jean;

Vu le projet de convention fourni par le service Public Régional de Bruxelles (SPRB);

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention pour la période allant du 1er août 2017 au 31 décembre 2020 relative à la « Politique de la Ville par le développement des quartiers 2017-2020 ».

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**  
**Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling – Stadsbeleid via Wijkontwikkeling 2017-2020 – Goedkeuring van de overeenkomst 2017-2020.**

DE RAAD,

Gezien de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2016 tot vaststelling van de duur van het meerjarenprogramma 2017-2020 « Stadsbeleid via wijkontwikkeling » op 3,5 jaar en tot vaststelling van het bedrag dat aan de Gemeente Sint-Jan-Molenbeek toegekend zal worden, op 6.449.686,26 euro ;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2017 die het meerjarenprogramma 2017-2020 « Stadsbeleid via wijkontwikkeling » van de Gemeente Sint-Jan-Molenbeek goedkeurt;

Gezien de ontwerpovereenkomst overgemaakt door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel (GOB);

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst, gaande van 1 augustus 2017 tot 31 december 2020, betreffende het « Stadsbeleid via wijkontwikkeling 2017-2020 » goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

---

30.08.2017/A/0019 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Département Infrastructures et Développement urbain – Contrat de quartier durable Autour de Léopold II – Projet « Ulens » – Construction d'une école et d'une crèche sur le site Ulens - approbation de la convention de collaboration entre la commune et GO!.**

LE CONSEIL,

Vu que le projet « Ulens » prévoit la "construction d'une école de 384 places" et d'un "crèche de 48 places" ;

Considérant le Collège du 26.09.2016 qui désigne GO! comme seul partenaire et gestionnaire possible pour le projet d'école ;

Considérant que l'école et la crèche se situeront dans un seul et même bâtiment et que GO! construira les deux ;

Considérant qu'une convention de collaboration entre la commune et GO! doit être établie pour déléguer la maîtrise d'ouvrage à GO! pour la construction de l'école et de la crèche ;

Considérant que la convention de collaboration entre la Commune et Go établit les droits et obligations des parties et est un préalable au lancement des études préalables, des marchés de services et de travaux ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention de collaboration entre la commune et GO!.

Une copie sera transmise aux services suivants : B4, B6.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**  
**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Rondom Leopold II – Project "Ulens" - Bouw van een school en een crèche site Ulens - Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente en GO!.**

DE RAAD,

Overwegende dat het project Ulens de bouw van een school voor ongeveer 384 plaatsen en een crèche van 48 plaatsen omvat;

Gezien dat het College van 26.09.2016 GO! heeft aangewezen als enige mogelijke partner en beheerder van dit project;

Gezien de school en de crèche zich in één en hetzelfde gebouw zullen bevinden en GO! beide zal bouwen;

Gezien een samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente en GO! moet opgesteld worden om GO! de gedelegeerde bouwheer voor de bouw van de school en de crèche te maken;

Gezien dat de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente en GO! de rechten en plichten van beide partijen vastlegt en een absolute voorwaarde is voor het plaatsen van

de overheidsopdrachten voor de voorbereidende studies en voor de diensten en werken;

BESLUIT:

Enig artikel:

De samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente en GO! Goed te keuren.

Een kopie zal overgemaakt worden naar de volgende diensten: B4, B6.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

---

30.08.2017/A/0020 **Département Infrastructures et Développement urbain**  
**Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de quartier durable Autour de Léopold II - Projet « Ulens » - Approbation de l'acquisition du site sis rue de Flessingue 43, 1080 Molenbeek-Saint-Jean.**

LE CONSEIL,

Vu que le projet « Ulens » prévoit la "construction d'une école de 384 places" et d'un "crèche de 48 places" dans le programme de base du contrat de quartier durable "Autour de Léopold II";

Vu l'estimation en date du 13/07/2017 par le bureau d'experts-géomètres EL IDRISSE pour un montant de 721.000 EUR, pour le bien sis Rue de Flessingue 43, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré 1<sup>ème</sup> division, section A32d8 ;

Sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire 2017 par le Conseil communal, qui prévoit les crédits nécessaires à l'article 9304/712/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'acquisition du bien, sis rue de Flessingue, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, pour un montant de 620.000 EUR (prix correspondant au prix négocié avec le propriétaire par le Département Infrastructures et Développement Urbain) ;

Article 2 :

D'approuver le mode de financement de la dépense, à savoir 100% par PGV sous réserve de l'approbation de la MB extraordinaire 2017.

Une copie sera transmise aux services suivants : B4, B6.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

---

**Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling**  
**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Rondom Leopold II - Project "Ulens" - Goedkeuring van de aankoop van de site gelegen in de Flessingestraat 43, 1080 Sint-Jans-Molenbeek.**

DE RAAD,

Gezien het project “Ulens” voorziet in de “bouw van een school van 384 plaatsen” en een “crèche van 48 plaatsen” in het basisprogramma van Duurzaam wijkcontract “Rondom Leopold II”;

Gezien de raming op 13/07/2017 door het Experten-Landmeters Bureau EL IDRISSEI voor een bedrag van 721.000 EUR voor het goed gelegen in de Flessinguestraat 43, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastraerd in afdeling 1, sectie A32d8 ;

Onder voorbehoud van de bevestiging van de begrotingswijziging 2017 door de Gemeenteraad, die de nodige kredieten voorziet op artikel 9304/712/60 van de buitengewone begroting van het huidige dienstjaar;

**BESLUIT :**

Artikel 1 :

De aankoop van het vastgoed gelegen in de Flessinguestraat 43, voor een bedrag van 620.000 EUR (i.e. prijs onderhandeld met de eigenaar door het Departement Infrastructuren en Stedelijke Ontwikkeling) goed te keuren;

Artikel 2 :

De financieringswijze van deze uitgave, met name 100% via het GSB, goed te keuren onder voorbehoud van de bevestiging van de buitengewone begroting 2017.

Een kopie zal overgemaakt worden naar de volgende diensten: B4, B6.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*Shazia Manzoor quitte la séance / verlaat de zitting.*

*Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

30.08.2017/A/0021 **Département Services généraux et Démographie**  
**Informatique - Déclassement de matériel informatique.**

LE CONSEIL

Considérant que l'Administration communale dispose d'un stock de matériel vétuste et/ou défectueux qui se trouve actuellement dans notre stock;

Considérant que ce matériel est obsolète et ne répond plus aux normes de sécurité et d'hygiène actuelles ;

Considérant que la liste du matériel concerné est reprise en annexe;

DECIDE

Article unique :

De retirer ledit matériel informatique du patrimoine communal et de passer à sa destruction.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Informatika - Ontmanteling informatika materiaal.**

## DE RAAD

Gezien het feit dat het Gemeentebestuur oude en / of defecte informatika apparatuur heeft die momenteel in onze voorraad staat;  
Gezien het feit dat deze apparatuur verouderd is en niet meer aan de veiligheidsnormen en de huidige hygiëne voldoet;  
Overwegende dat de lijst van relevante apparatuur wordt bijgevoegd;

## BESLIST

Enig artikel :

Over te gaan tot het verwijderen van het informatika apparatuur van de gemeentelijke activa en te vernietigen.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Karim Majoros quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

30.08.2017/A/0022 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**  
**Enseignement Néerlandophone - Affiliation auprès d'un réseau régional**  
**"Ondersteuningsnetwerk".**

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

---

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd**  
**Nederlandstalig onderwijs - Aansluiting bij een regionaal ondersteuningsnetwerk.**

## DE RAAD,

Gelet op de de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117 en artikel 234;

Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, artikel 172quinquies;

Gelet op het advies van de schoolraad onder voorbehoud;

Gelet op de onderhandelingen in het afzonderlijk bijzonder comité onder voorbehoud;

Overwegende dat een schoolbestuur van een school voor gewoon basisonderwijs en/of gewoon secundair onderwijs moet aansluiten bij een regionaal ondersteuningsnetwerk om de effecten van het "M-decreet" verder te begeleiden;

Overwegende dat in dit regionaal ondersteuningsnetwerk, scholen voor gewoon en buitengewoon onderwijs hun expertise samen brengen om leerlingen met specifieke onderwijsbehoeften en hun leraars te ondersteunen;

Overwegende dat met het oog op de invoering van dit ondersteuningsnetwerk in het basis- en secundair onderwijs, het buitengewoon onderwijs een personeelomkadering ontvangt onder de vorm van begeleidende eenheden, lestijden, lesuren en uren paramedici op basis van de aangesloten scholen voor gewoon onderwijs;

## BESLUIT :

Enig artikel :

Het schoolbestuur Sint-Jans-Molenbeek sluit met haar scholen gewoon basisonderwijs aan bij het ondersteuningsnetwerk " Kasterlinden".

De Raad keurt het punt goed.  
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

*Karim Majoros entre en séance / treedt in zitting.*  
*Hassan Ouassari entre en séance / treedt in zitting.*  
*Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

30.08.2017/A/0023 **Département Services généraux et Démographie**  
**Relations internationales - Octroi d'un subside à l'asbl Lutte contre l'Exclusion Sociale - Séjour à Marseille, projet: "C'est pas mon Genre !"**

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielle inscrite dans une réelle politique de solidarité internationale en soutenant modestement un partage d'expérience et de bonnes pratiques avec d'autres pouvoirs locaux du Sud notamment en termes de bonne gouvernance, d'éducation, de participation citoyenne, de culture, d'environnement ou de santé;

Vu que ces échanges doivent s'inscrire dans une logique d'ouverture au monde à travers notamment l'implication des pouvoirs publics locaux qui seront les garants d'un développement durable, sur le long-terme;

Vu que la note d'orientation politique définit également les différentes missions du service des Relations internationales, à savoir de favoriser les partenariats avec les écoles et le monde associatif afin de sensibiliser la jeunesse molenbeekoise à la solidarité internationale et à l'interdépendance des régions du monde et de la réalité économique, sociale, culturelle, environnementale des pays dits « en voie de développement »;

Vu le dossier introduit par l'asbl pôle jeunesse lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek relatif à un soutien financier dans le cadre d'un échange éducatif du 02 juillet au 09 juillet 2017;

Considérant que l'association Lutte contre l'Exclusion Sociale poursuit des objectifs favorisant l'inclusion sociale, le vivre ensemble et la cohésion sociale à Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant l'objectif principal des éducateurs d'un groupe de jeunes filles, qui est de leur inculqué la mixité et le vivre ensemble entre les genres;

Considérant que Marseille est une ville qui reçoit énormément de préjugé et qui arrive à inculqué cette mixité inexistante et pratiquement "impossible" pour ces filles;

Considérant que cette asbl vise un public constitué de jeunes issus de quartiers défavorisés, en manque de repères et de perspectives, en proie à l'oisiveté et au repli sur soi;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours;

Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 500 EUR à l'asbl Pôle Jeunesse - Lutte Contre l'exclusion sociale à Molenbeek, 15 rue du Comte de Flandre - 1080 Molenbeek-Saint-Jean, afin de l'aider à organiser son séjour à Marseille (France);

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en

cours et de verser le montant sur le n° BE11 0012 7347 9045 de compte de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 28 votes positifs, 1 vote négatif.

---

## **Departement Algemene diensten en Demografie**

### **Internationale betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de vzw Bestrijding van de Sociale Uitsluiting - Verblijf in Marseille, project: "C'est pas mon Genre !"**

DE RAAD,

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota ingeschreven in een werkelijk beleid van internationale solidariteit via de bescheiden ondersteuning van een verdeling van ervaringen en goede praktijken met andere lokale overheden van het Zuiden, vooral in termen van goed bestuur, onderwijs, burgerparticipatie, cultuur, leefmilieu of gezondheid;

Gelet op het feit dat deze uitwisselingen dienen ingeschreven te worden in een logica van openheid naar de wereld toe via voornamelijk het erbij betrekken van de plaatselijke overheidsbesturen die garant staan voor een duurzame ontwikkeling, op lange termijn;

Gelet op het feit dat de politieke oriëntatienota eveneens de verschillende taken omschrijft van de dienst Internationale Betrekkingen, te weten de bevordering van de partnerschappen met de scholen en het verenigingswezen teneinde de Brusselse jeugd te sensibiliseren voor de internationale solidariteit en de onderlinge afhankelijkheid van de wereldstreken en de economische, sociale, culturele en milieugebonden realiteit van de zogenaamde "ontwikkelingslanden";

Gelet op het dossier ingediend door de vzw jeugdpool bestrijding van de sociale uitsluiting in Molenbeek betreffende een financiële ondersteuning in het kader van een educatieve uitwisseling van 02 juli tot 09 juli 2017;

Overwegende dat de vereniging Bestrijding van de Sociale Uitsluiting doelstellingen voortzet tot bevordering van de sociale insluiting, het samenleven en de sociale samenhang in Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende de hoofddoelstelling van de opvoeders van een groep jonge meisjes, om hen gemengdheid en samenleven tussen de geslachten in te prenten;

Overwegende dat Marseille een stad is waarover enorm veel vooroordelen bestaan en die erin slaagt deze onbestaande en praktisch "onmogelijke" gemengdheid voor deze meisjes in te prenten;

Overwegende dat deze vzw een doelgroep beoogt samengesteld uit jongeren uit benadeelde wijken, zonder richtpunt en vooruitzichten, en die een prooi zijn voor het nietsdoen en het in zichzelf gekeerd zijn;

Overwegende de beschikbare kredieten op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

Op voorstel van het Schepencollege;

**BESLIST :**

Artikel 1:

Een subsidie van een bedrag van 500 EUR toe te kennen aan de vzw Jeugdpool - Bestrijding van de Sociale Uitsluiting in Molenbeek, Graaf van Vlaanderenstraat 15 -

1080 Sint-Jans-Molenbeek, teneinde haar te helpen bij de organisatie van haar verblijf in Marseille (Frankrijk);

Artikel 2:

De uitgave te reserveren op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op rekeningnr. BE11 0012 7347 9045 van de vereniging.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 28 positieve stemmen, 1 negatieve stem.

---

30.08.2017/A/0024 **Département Services généraux et Démographie**  
**Relations internationales - Octroi d'un subside à l'asbl Lutte contre l'Exclusion Sociale - Séjour à Alicante, Espagne.**

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielle inscrite dans une réelle politique de solidarité internationale en soutenant modestement un partage d'expérience et de bonnes pratiques avec d'autres pouvoirs locaux du Sud notamment en termes de bonne gouvernance, d'éducation, de participation citoyenne, de culture, d'environnement ou de santé;

Vu que ces échanges doivent s'inscrire dans une logique d'ouverture au monde à travers notamment l'implication des pouvoirs publics locaux qui seront les garants d'un développement durable, sur le long-terme;

Vu que la note d'orientation politique définit également les différentes missions du service des Relations internationales, à savoir de favoriser les partenariats avec les écoles et le monde associatif afin de sensibiliser la jeunesse molenbeekoise à la solidarité internationale et à l'interdépendance des régions du monde et de la réalité économique, sociale, culturelle, environnementale des pays dits « en voie de développement »;

Vu le dossier introduit par l'asbl pôle jeunesse lutte contre l'exclusion sociale à Molenbeek relatif à un soutien financier dans le cadre d'un échange éducatif du 3 avril au 10 avril 2017, dans le but de la découverte, la participation à des enjeux citoyens tout en effectuant une participation individuelle et groupale à la promotion sociale de notre commune à travers le sport et l'éducation;

Considérant que l'association Lutte contre l'Exclusion Sociale poursuit des objectifs favorisant l'inclusion sociale, le vivre ensemble et la cohésion sociale à Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que cette asbl vise un public constitué de jeunes issus de quartiers défavorisés, en manque de repères et de perspectives, en proie à l'oisiveté et au repli sur soi;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332/32 du budget ordinaire de l'exercice en cours;

Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE:

Article 1:

D'accorder un subside d'un montant de 500 EUR à l'asbl Pôle Jeunesse - Lutte Contre l'exclusion sociale à Molenbeek, 15 rue du Comte de Flandre - 1080 Molenbeek-Saint-Jean, afin de l'aider à organiser son séjour à Alicante (Espagne);

Article 2:

De réserver la dépense à l'article 1500/332/32 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° BE11 0012 7347 9045 de compte de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Departement Algemene diensten en Demografie**

#### **Internationale betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de vzw Bestrijding van de Sociale Uitsluiting - Verblijf in Alicante, Spanje.**

DE RAAD,

Gelet op de sectorale politieke oriëntatienota ingeschreven in een werkelijk beleid van internationale solidariteit via de bescheiden ondersteuning van een verdeling van ervaringen en goede praktijken met andere lokale overheden van het Zuiden, vooral in termen van goed bestuur, onderwijs, burgerparticipatie, cultuur, leefmilieu of gezondheid;

Gelet op het feit dat de uitwisselingen zich moeten inschrijven in een logica van openheid naar de wereld via voornamelijk de implicatie van de lokale openbare overheden die garant zijn voor een duurzame ontwikkeling, op lange termijn;

Gelet op het feit dat de politieke oriëntatienota eveneens de verschillende taken omschrijft van de dienst Internationale Betrekkingen, te weten de bevordering van de partnerschappen met de scholen en het verenigingswezen teneinde de Molenbeekse jeugd te sensibiliseren voor de internationale solidariteit en de onderlinge afhankelijkheid van de wereldstreken en de economische, sociale, culturele en milieugebonden realiteit van de zogenaamde "ontwikkelingslanden";

Gelet op het dossier ingediend door de vzw jeugdpool bestrijding van de sociale uitsluiting in Molenbeek betreffende de financiële ondersteuning in het kader van een educatieve uitwisseling op 3 april en 10 april 2017, met als doelstelling ontdekking, deelname aan de burgeruitdagingen via een individuele en groepsparticipatie aan de sociale promotie van onze gemeente via sport en opvoeding;

Overwegende dat de vereniging Bestrijding van de Sociale Uitsluiting doelstellingen beoogt tot bevordering van de sociale insluiting, het samenleven en de sociale samenhang in Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat deze vzw een doelgroep viseert bestaande uit jongeren uit benadeelde wijken, die niet genoeg houvast en perspectieven hebben, en die een prooi zijn voor het nietsdoen en het in zichzelf gekeerd zijn;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 1500/332/32 in de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

Op voorstel van het Schepencollege;

**BESLIST :**

Artikel 1:

Een subsidie van een bedrag van 500 EUR toe te kennen aan de vzw Jeugdpool - Bestrijding van de Sociale Uitsluiting in Molenbeek, Graaf van Vlaanderenstraat 15 - 1080 Sint-Jans-Molenbeek, teneinde deze te helpen bij de organisatie van haar verblijf in Alicante (Spanje);

Artikel 2:

De uitgave te reserveren op het artikel 1500/332/32 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE11 0012 7347 9045 van de vereniging.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

30.08.2017/A/0025 **Département Services généraux et Démographie**  
**Relations Internationales - Octroi d'un subsidie à l'asbl KC SHOTO MOLENBEEK.**

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à favoriser les partenariats avec les écoles et le monde associatif afin de sensibiliser la jeunesse molenbeekoise à la solidarité internationale et à l'interdépendance des régions du monde et de la réalité économique, sociale, culturelle, environnementale des pays dits "en voie de développement";

Vu la note d'orientation politique sectorielle qui vise à soutenir les associations locales qui œuvrent en faveur des droits humains et de la solidarité internationale;

Vu la note d'orientation politique qui vise également à développer les échanges avec d'autres villes entre écoles;

Vu le dossier introduit par l'asbl KC SHOTO relatif à un soutien financier dans le cadre d'un voyage sportif et humanitaire dans la région de Nador au Maroc du 11 août 2017 au 13 août 2017, le but étant de former aux arts martiaux et distribuer du matériel scolaire et sportif;

Considérant que l'association a pour objectifs: la sensibilisation et l'échange sportif entre jeunes belges et marocains, la promotion des arts martiaux et la distribution du matériel sportif et scolaire;

Considérant que cette Kc Shoto vise un public constitué de jeunes, adultes et handicapés;

Considérant que le séjour aura lieu du 11 août au 13 août 2017;

Considérant les crédits disponibles à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours;

Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE:

Article 1 :

D'accorder un subsidie d'un montant de 1000,00 EUR à l'asbl KC SHOTO

MOLENBEEK (n°0820402739), sise Rue des Osiers, 34 à 1080 Bruxelles, afin de l'aider à organiser son séjour sportif/humanitaire dans la région de Nador, Maroc;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 1500/332-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte BE78 3631 4824 9786 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

---

## **Departement Algemene diensten en Demografie**

### **Internationale Betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan de vzw KC SHOTO MOLENBEEK.**

DE RAAD,

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota die beoogt de partnerschappen te bevorderen met de scholen en het verenigingswezen teneinde de Molenbeekse jeugd te sensibiliseren voor de internationale solidariteit en de onderlinge afhankelijkheid van de wereldstreken en de economische, sociale, culturele en milieugebonden realiteit van de zogenaamde "ontwikkelingslanden";

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota die beoogt de plaatselijke verenigingen te ondersteunen die werken ten gunste van de mensenrechten en de internationale solidariteit;

Gelet op de politieke oriëntatienota die eveneens beoogt uitwisselingen te ontwikkelen met andere steden onder scholen;

Gelet op het dossier ingediend door de vzw KC SHOTO betreffende een financiële ondersteuning in het kader van een sportieve en humanitaire reis naar de streek van Nador in Marokko van 11 augustus 2017 tot 13 augustus 2017, met als doel een opleiding in vechtsporten en de uitdeling van school- en sportmateriaal;

Overwegende dat de vereniging als doelstellingen het volgende heeft: de sensibilisering en sportieve uitwisseling tussen Belgische en Marokkaanse jongeren, de bevordering van de vechtsporten en de uitdeling van sport- en schoolmateriaal;

Overwegende dat de vzw KC SHOTO een doelgroep beoogt bestaande uit jongeren, volwassenen en gehandicapten;

Overwegende dat het verblijf plaatsvindt van 11 augustus tot 13 augustus 2017;

Overwegende de beschikbare kredieten op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

Op voorstel van het Schepencollege;

**BESLIST :**

Artikel 1:

Een subsidie van een bedrag van 1000,00 EUR toe te kennen aan de vzw KC SHOTO MOLENBEEK (nr. 0820402739), gelegen Wissenstraat, 34 te 1080 Brussel, teneinde deze te helpen bij de organisatie van haar sportief/humanitair verblijf in de streek van Nador, Marokko;

Artikel 2:

De uitgave te reserveren op artikel 1500/332-02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnr. BE78 3631 4824 9786

van de vereniging.

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

30.08.2017/A/0026 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block, conseiller communal PTB\*PVDA, relative à décision de l'assemblée générale de VIVAQUA le 1/06/2017 concernant les rémunérations des administrateurs.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur De Block, dont le texte suit :

*J'ai du lire sur le site de Bruzz que les 4 administrateurs touchent 65.000€ brute par an en plus des jetons de présence par réunion.*

*<http://www.bruzz.be/nl/actua/vier-bestuurders-van-vivaqua-behouden-elk-65000-euro>*

*Ce serait décidé par l'Assemblée Générale du 1er juin.*

*Je réclame des explications de nos représentants Molenbeekois à l'AG de Vivaqua.*

*Cela fait plusieurs fois que je suis déjà intervenu pour exiger la transparence sur les votes des représentants Molenbeekois dans les différentes intercommunales. Quel était leur vote à l'AG de Vivaqua? Comment ils ont décidé ce vote? Y-a-t'il eu une concertation avant? Avec qui? Combien est leur jetons de présence?*

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**  
**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer De Block, gemeenteraadslid PTB\*PVDA, met betrekking tot de algemene vergadering van VIVAQUA op 1/06/2017 betreffende de vergoedingen van de bestuurders.**

De Raad neemt kennis.

---

30.08.2017/A/0027 **Département Services généraux et Démographie**  
**Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Berckmans, conseiller communal GIC, relative à l'adhésion de la commune à la plate forme BE-Alert**

Le Conseil prend connaissance.

---

**Departement Algemene diensten en Demografie**

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, gemeenteraadslid GGB, betreffende de aansluiting van de gemeente op het platform BE-Alert**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, waarvan de tekst volgt :

*Dames en heren burgemeester en schepenen,  
BE-Alert is een alarmeringssysteem, opgericht door het Crisiscentrum van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, waarmee de overheid de burgers o.a. via sms-berichten kan verwittigen in een noodsituatie. Voor de lancering van BE-Alert kregen de burgers meestal alleen informatie over een noodsituatie via (sociale) media, de hulpdiensten aanwezig op het terrein of via het sirene-netwerk. Dankzij BE-Alert is het mogelijk ook rechtstreeks en veel sneller informatie te krijgen via sms, een gesproken bericht via een vaste telefoonlijn of e-mail. Een burgemeester, gouverneur of minister activeert BE-Alert om een bericht uit te sturen naar iedereen waarop de noodsituatie impact heeft. Zo kunnen inwoners op een snelle manier de nodige aanbevelingen krijgen, bv. ramen en deuren te sluiten bij een brand. Een ander voordeel is met name dat via dit systeem meteen alle burgers (die geregistreerd zijn; cfr. infra) kunnen worden bereikt hetgeen niet altijd het geval is wanneer de informatie slechts via sociale en/of klassieke wordt verspreid.*

*BE-Alert werd in 2014 opgericht door het Crisiscentrum van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken. Gedurende de eerste twee jaar ging het om een pilootproject waarbij 33 gemeenten BE-Alert konden testen, evalueren en zo verbeteringen aanbrengen. Inmiddels zijn 260 van de 589 gemeenten aangesloten op het platform BE-Alert. In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is tot nog toe alleen de gemeente Anderlecht aangesloten op het platform. Ongeveer 200.000 individuele burgers schreven zich tot nog toe in op het platform en kunnen dus reeds sms- en andere berichten krijgen via BE-Alert.*

*Voorbeeld van een SMS en/of spraakroep en/of berichten op sociale media , bij een dringende aanbeveling (schuilen, evacuatie, ...) die de inwoners kunnen ontvangen :  
"Alarm. Dit is een boodschap van jouw burgemeester. Naar aanleiding van een brand in de onderneming X, bevelen wij om ramen en deuren te sluiten tot nader order. Meer info op ..."*

*Voor nog meer gedetailleerde informatie verwijst ik naar de website <http://be-alert.be/>.*

*Vragen :*

*1° Waarom werd nog geen initiatief genomen om de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan te sluiten op het platform BE-Alert ? Ik ben immers van mening dat BE-Alert een zeer nuttig instrument is om de inwoners snel te kunnen informeren over bepaalde gevaarlijke gebeurtenissen en noodsituaties. Gezien verschillende recente gebeurtenissen in onze gemeente – ik denk dat het niet nodig is hier meer in detail op in te gaan – zou de aansluiting op dit platform geen overbodige luxe zijn. Bovendien bedraagt de kostprijs voor de gemeente slechts 1.100 euro per jaar hetgeen slechts een peulschil is wanneer men bedenkt welke belangrijke dienst hiermee aan de inwoners kan worden verleend.*

*2° Overweegt u om de gemeente Sint-Jans-Molenbeek aan te sluiten op het platform BE-Alert ? Zo ja, binnen welke termijn ?*

*3° Overweegt u, in geval van aansluiting, een informatiecampagne te lanceren teneinde zoveel mogelijk inwoners ertoe aan te zetten zich te registreren op BE-Alert ?*

*Voor de burger is deze inschrijving gratis.*

*Uit de cijfers die ik opvroeg bij het Crisiscentrum van de FOD Binnenlandse Zaken[1] blijkt dat er tot nog slechts 602 inwoners van Sint-Jans-Molenbeek geregistreerd zijn op het platform BE-Alert; op een totaal bevolkingsaantal van ongeveer 95.000 komt dit neer op 0,63 %.*

*Ter vergelijking*

- *geregistreerde inwoners in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : 12.247 op een totaal bevolkingsaantal van 1.187.890, of 1,03 %;*
- *geregistreerde inwoners over het gehele Rijk : 207.796 op een totaal bevolkingsaantal van 11.267.910, of 1,84 %.*

*Die percentages wijzen dus duidelijk op een relatief lager aantal geregistreerde inwoners in onze gemeente in vergelijking met het aantal geregistreerde burgers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en over het gehele Rijk.[2] Een informatiecampagne voor de burgers lijkt m.i. dus wel aangewezen.*

*Ik dank u voor uw antwoorden.*

*Dirk Berckmans*

---

[1] Cijfers meegedeeld op 25 augustus 2017 door Pojectbeheerder BE-Alert van het Crisiscentrum, FOD Binnenlandse Zaken.

[2] In werkelijkheid is het vanzelfsprekend niet nodig dat alle inwoners worden geregistreerd. Voor kinderen, zeker voor zeer jonge kinderen – die bijvoorbeeld nog niet over een smartphone of een e-mailadres beschikken, volstaat het natuurlijk dat de ouders geregistreerd zijn om het gehele gezin in geval van een noodsituatie te kunnen verwittigen. In weerwil van wat voorafgaat geven die percentages wel een juiste tendens weer wanneer men het totaal aantal inwoners gebruikt voor de berekening van de 3 percentages.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 22:45  
Opheffing van de zitting om 22:45

Le Secrétaire adjoint,  
De Adjunct-secretaris,

Le Président du Conseil,  
De Voorzitter van de Raad,

Gilbert Hildgen

Michel Eylenbosch